



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 10 MAI 1873.

#### Nominations.

BUREAU DU SECRÉTAIRE,  
Québec, 6 mai 1873.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, d'adjoindre Roger Savard, Pierre Talbot et Israël Morin, écuyers, du village de Chicoutimi, David Tessier, écuyer, du township de Tremblay, François-Xavier Brassard, écuyer, du township de Jonquière, J. S. P. Gagnon, écuyer, de la paroisse de Saint-Jérôme, Sévérin Dumais, écuyer, d'Hébertville, Frédéric Fortin, Philibert Gagnon, écuyers, de la paroisse de Saint-Alexis, Guillaume Larouche et Augustin Potvin, écuyers, de la paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan, tous dans le comté de Chicoutimi, à la Commission de la Paix pour le district de Chicoutimi. 1743

BUREAU DU SECRÉTAIRE,  
Québec, 8 mai 1873.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Henri Simard, écuyer, maire de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, à la charge de Préfet de la première division du comté de Chicoutimi. 1783

#### Proclamation.

CANADA, }  
PROVINCE DE } R. ED. CARON.  
QUÉBEC. }  
[L. S.] }

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de

### PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 10th MAY, 1873.

#### Appointments.

SECRETARY'S OFFICE,  
Quebec, 6th May, 1873.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, has been pleased to associate Roger Savard, Pierre Talbot and Israel Morin, esquires, of the village of Chicoutimi, David Tessier, esquire, of the township of Tremblay, François Xavier Brassard, esquire, of the township of Jonquière, J. S. P. Gagnon, esquire, of the parish of St. Jérôme, Sévérin Dumais, esquire, of Hébertville, Frédéric Fortin, Philibert Gagnon, esquires, of the parish of St. Alexis, Guillaume Larouche and Augustin Potvin, esquires, of the parish of St. Louis de Métabetchouan, all in the county of Chicoutimi, to the Commission of the Peace for the district of Chicoutimi. 1744

SECRETARY'S OFFICE.  
Quebec, 8th May, 1873.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint Henri Simard, esquire, mayor of the parish of St. Etienne de la Malbaie, to be Warden of the first division of the county of Chicoutimi. 1784

#### Proclamation.

CANADA, }  
PROVINCE OF } R. ED. CARON.  
QUÉBEC. }  
[L. S.] }

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a

la Législature ou Parlement de notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en notre cité de Québec, le CINQUIEME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous.—SALUT.

#### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le CINQUIEME jour du mois de MAI, mil huit cent soixante-treize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature ou Parlement de notre dite Province, en notre cité de Québec, LUNDI, le TRENTIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec  
465 15

#### Avis du Gouvernement.

Avis public est par le présent donné, qu'en vertu de l'Acte d'incorporation des compagnies à fonds social, des lettres-patentes ont été émises sous le grand sceau de la Province de Québec, en date du troisième jour de mai mil huit cent soixante-et-treize, incorporant George Casimir Dessaulles, gentilhomme, Louis Delorme et Pierre Bachand, écuyers, avocats, et Romuald St. Jacques, Michel Morin, Victor Côté et Charles Ledoux, marchands, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, pour l'exploitation des pouvoirs d'eau, des moulins à farine et à carder, la fabrication de la laine et du coton, ainsi que des meubles et autres objets du ressort de la manufacture, sous le nom de La Compagnie Manufacturière de Saint-Hyacinthe, avec un fonds social s'élevant en totalité à la somme de quatre-vingt-dix mille piastres, divisé en quatre-vingt-dix parts de mille piastres chacune.

Daté au bureau du Secrétaire de la Province de Québec, ce sixième jour de mai mil huit cent soixante-et-treize.

1745

GÉDÉON OUMET,  
Secrétaire.

PROVINCE DE QUÉBEC,  
CHAMBRE DU PARLEMENT.

Québec, 1<sup>er</sup> février 1873.

Toutes les demandes de Bills privés, qui sont proprement du ressort de la législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'un aqueduc, ou d'une usine à gaz, l'incorporation de professions ou métiers, de compagnies à fonds sociale;

meeting of the Legislature or Parliament of Our said Province, at Our City of Québec, on the FIFTH day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-three, to have been commenced and held, and to every of you.—GREETING.

#### PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature or Parliament of the Province of Québec stands called for the FIFTH day of the month of MAY, one thousand eight hundred and seventy-three, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear.

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council, of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the THIRTIETH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature or Parliament of the said Province, at Our City of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAILNOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRD day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-three, and in the thirty-sixth year of Our Reign.

By Command,

H. CYRIAS PELLETIER,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.  
466 15

#### Government Notices.

Public notice is hereby given that under the Joint Stock Companies incorporation Act, letters-patent have been issued under the great seal of the Province of Québec, bearing date the third day of May instant, incorporating George Casimir Dessaulles, gentleman, Louis Delorme and Pierre Bachand, esquires, advocates, Romuald St. Jacques, Michel Morin, Victor Côté and Charles Ledoux, merchants, all of the city of St. Hyacinthe, for the purpose of utilising water powers, running flour and carding mills, manufacturing cotton and wool, also furniture and other articles of manufacture by the name of The St. Hyacinthe Manufacturing Company, with a total capital stock of ninety thousand dollars, divided into ninety shares of one hundred dollars each.

Dated at the Office of the Secretary of the Province of Québec, this 6th day of May, 1873.

1746

GÉDÉON OUMET,  
Secretary.

PROVINCE DE QUÉBEC,  
PARLIAMENT HOUSE.

Québec, 1<sup>st</sup> February, 1873.

All applications for Private Bills properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the Act of British North America, 1867, whether for the construction of a Bridge, a Railway, a Turnpike road or Telegraph line, Canal, Lock, Dam or Embankment, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a city, town, village or other municipality; the levy

l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; le prélèvement d'une taxe locale, la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation parlementaire, ou celle d'un township; le changement d'un chef-lieu de comté ou d'un bureau local, le règlement d'une commune; le nouvel arpentage d'un township, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour le permission de faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature de l'objet de la demande,—comme suit, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il n'y a pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle*, et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins trente jours, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière, donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont tournant.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,  
Greffier, Conseil Législatif.  
G. M. MUIR,  
Greffier de l'Assemblée Législatif.

435 15

### Avis Divers.

#### AVIS.

La société qui existait ci-devant entre les soussignés Carlos Darius Meigs, Joseph Rascony et Frédéric E. Purdy, sous les nom et raison de "Meigs Rascony et Purdy," a été dissoute de consentement mutuel depuis le deux avril courant (1873), et une nouvelle société a été formée entre Messieurs Meigs et Rascony, le dit deux avril courant, sous les nom et raison de "Meigs et Rascony."

C. D. MEIGS,  
JOS. RASCONY,  
FRED. E. PURDY,

Saint-Thomas de Pierreville, 30 avril 1873. 1739

District de Montréal, }  
No. 2621. } *Cour Supérieure.*  
Dame Alphonsine Houle, Demanderesse,  
vs. Défendeur.

Henri Hurtubise, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le vingt-quatre octobre dernier, rapportable et rapportée le six novembre dernier.

A. B. LONGPRÉ,  
Proc. de la Demanderesse.  
Montréal, 24 décembre 1872. 1769

#### AVIS

Est donné que Dallia *alias* Marie Dallia Bousquet, de la paroisse de Saint-Charles, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de Léon Petit, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en jugement, a, ce jour institué une action devant la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe, en séparation de biens contre son dit mari.

BOURGEOIS, BACHAND & RICHER,  
Avts. de la Demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 2 mai 1873. 1751

ing of any local assessment; the division of any County for purposes other than that of representation in Parliament, or of any township; the removal of the site of any County, town or of any local Offices; the regulation of any Common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former Act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one in the French language, in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least thirty days during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill, shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also, at the same time and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,  
Clerk, Legislative Council.  
G. M. MUIR,  
Clerk, Legislative Assembly.

436 15

### Miscellaneous Notices.

#### NOTICE.

The partnership heretofore existing between the undersigned Carlos Darius Meigs, Joseph Rascony et Frederick E. Purdy, under the name and firm of "Meigs Rascony and Purdy," has been dissolved by mutual consent, since the second day of April, 1873, and a new partnership has been formed on the said second day of April, between Messrs. Meigs and Rascony, under the name and firm of "Meigs and Rascony."

C. D. MEIGS,  
JOS. RASCONY,  
FRED. E. PURDY,

St. Thomas de Pierreville, 30th April, 1873. 1740

District of Montreal, }  
No. 2621. } *Superior Court.*  
Dame Alphonsine Houle, Plaintiff,  
vs. Defendant.

Henri Hurtubise, Défendeur.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-fourth day of October last, returnable and returned on the sixth of November last.

A. B. LONGPRÉ,  
Plaintiff's Attorney.  
Montreal, 24th December, 1872. 1770

#### NOTICE

Is hereby given that Dallia *alias* Marie Dallia Bousquet, of the parish of St. Charles, in the district of St. Hyacinthe, wife of Léon Petit, of the same place, trader, duly authorized so to do, has this day instituted an action in the superior court, at St. Hyacinthe, for separation of property from her said husband.

BOURGEOIS, BACHAND & RICHER,  
Attorneys for Plaintiff.  
St. Hyacinthe, 2nd May, 1873. 1752

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que John Molson, banquier, Francis Wolferston Thomas, caissier de la banque Molson, Charles John Brydges, directeur gérant de la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada, Louis Marchand, courtier et banquier, Honoré Cotté, caissier de la banque Jacques Cartier, Thomas et Richard White, éditeurs et propriétaires de la « *Montreal Gazette*, » Edouard Asselin, commis, employé au Grand Tronc, William Henry Hiam, marchand, Henry John Gear, marchand, Charles Brewster, dentiste, Charles Desmarteau, marchand, James Akin, marchand, Sethur Cookson, teneur de livres, William John Miller Jones, marchand, William Angus, marchand, William Pennington, marchand, Alexander Molson, banquier, Milton Pennington, marchand, Joseph Barsalou, encanteur, William Notman, photographe, John Charles Barton, photographe, Joseph Rielle, architecte et arpenteur provincial, George Thomas Slater, manufacturier, William Snowball Walker, bijoutier, John Ludger Marcou, chapelier, Francis Alphonse Quinn, avocat, tous de la cité et district de Montréal, Ovide Dufresne, marchand, Alfred Fortier, médecin et chirurgien, Andrew Hardie, cultivateur, Allan Edson, artiste, Louis Alphonse Boyer, marchand, membre de la chambre des communes du Canada, Ephrem Hudon, junior, marchand, Isidore Hurteau, notaire et gérant de la compagnie de navigation de Longueuil, Siméon Bonneville, commerçant, et Pierre Moreau, avocat, conseil de la Reine, résidant dans la paroisse de Longueuil, dans le dit district, ont l'intention de s'adresser à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation sous les dispositions de " l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, " 31 Vict., c. 25.

Le nom proposé de la compagnie est " La Compagnie d'Omnibus de Longueuil et Montréal. "

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est la permission de faire voyager des lignes de voitures et d'Omnibus, de Montréal à Longueuil, Boucherville, St. Lambert, Chambly, et les environs, et aussi pour construire et avoir sur les chemins publics telles lisses (*tramways*) et acquérir tels immeubles qui seront considérés nécessaires à ce commerce d'expédition.

Les lieux dans la Province de Québec, où se feront les opérations de la dite compagnie sont la cité de Montréal, le village et la paroisse de Longueuil, le village de St. Lambert, le village et la paroisse de Boucherville, la paroisse de St. Hubert, le village et la paroisse de Chambly et les environs. La principale place d'affaires sera Longueuil susdit. Le montant du fonds social de la compagnie est quinze mille piastres courant.

Le nombre d'actions est de trois cents et le montant de chaque action est de cinquante piastres.

Le montant du fonds souscrit est de huit mille trois cent cinquante piastres et le montant payé s'élève au-dessus de mille piastres.

Les noms des premiers directeurs sont : John Molson, William Notman, Honoré Cotté, Ovide Dufresne, Francis Wolferston Thomas, John Charles Barton et Francis Alphonse Quinn, tous sujets anglais et résidant dans la Province de Québec, tel que ci-haut mentionné.

D. GIROUARD,

Avocat des requérants

Montréal, 28 avril 1873.

1651 2

AVIS.

Le soussigné demandera à la prochaine session de la Législature de cette province, la passation d'une loi pour lui permettre de porter le nom de John McPherson.

McPHERSON LEMOYNE,

Buckingham, P. Q., 28 avril 1873.

1755

L'ACTE D'INCORPORATION DES COMPAGNIES  
A FONDS SOCIAL.

(*The Montreal Patent Guano Company.*)

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par les personnes ci-après nommées et autres qui pourront s'associer à elles, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau, leur

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that John Molson, banker, Francis Wolferston Thomas, cashier of the Molson's bank, Charles John Brydges, managing director of the Grand Trunk Railway Company of Canada, Louis Marchand, exchange broker and banker, Honoré Cotté, cashier of la banque Jacques-Cartier, Thomas and Richard White, publishers and proprietors of « *The Montreal Gazette*, » Edouard Asselin, clerk in the Grand Trunk, William Henry Hiam, merchant, Henry John Gear, merchant, Charles Brewster, dentist, Charles Desmarteau, merchant, James Akin, merchant, Sethur Cookson, book-keeper, William John Miller Jones, merchant, William Angus, merchant, William Pennington, merchant, Alexander Molson, banker, Milton Pennington, merchant, Joseph Barsalou, auctioneer, William Notman, photographer, John Charles Barton, photographer, Joseph Rielle, architect and provincial land surveyor, George Thomas Slater, manufacturer, William Snowball Walker, watchmaker and jeweller, John Ludger Marcou, hatter and furrier, Francis Alphonse Quinn, advocate, all of the city and district of Montreal; Ovide Dufresne, merchant, Alfred Fortier, physician and surgeon, Andrew Hardie, farmer, Allan Edson, artist, Louis Alphonse Boyer, merchant, member of the House of Commons of Canada, Ephrem Hudon, junior, merchant, Isidore Hurteau, notary public and manager of the Longueuil Navigation Company, Siméon Bonneville, trader, and Pierre Moreau, advocate, Queen's Counsel, residing in the parish of Longueuil, in the said district, intend to apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council for a charter of incorporation under the provisions of the Joint Stock Companies' Incorporation Act, 31 Vict., c. 25.

The proposed name of the company is « The Longueuil and Montreal Omnibus Company. »

The object or purpose for which incorporation is sought is to be permitted to run lines of carriages and omnibuses from Montreal to Longueuil, Boucherville, St. Lambert, Chambly, and vicinity, and also to lay and construct on the public highways such tramways and acquire such real estate as may be found expedient and necessary to carry out the said forwarding business.

The places within the province of Quebec where the operations of the said company are to be carried on, are the city of Montreal, the village and parish of Longueuil, the village of St. Lambert, opposite Montreal, the village and parish of Boucherville, the parish of St. Hubert, the village and parish of Chambly, and vicinity. Its chief place of business will be Longueuil aforesaid. The amount of the capital stock of the company is fifteen thousand dollars currency.

The number of shares is three hundred, and the amount of each share is fifty dollars.

The amount of the stock subscribed is eight thousand three hundred and fifty dollars, and the amount paid in is more than one thousand dollars.

The names of the first directors are : John Molson, William Notman, Honoré Cotté, Ovide Dufresne, Francis Wolferston Thomas, John Charles Barton and Francis Alphonse Quinn, all british subjects residing in the province of Quebec, as hereinbefore stated.

D. GIROUARD,

Attorney for Petitioner.

Montreal, 28th April, 1873.

1652 2

NOTICE.

The undersigned will apply at the next session of the Parliament of this province, for the passing of a law to authorize him to take the name of John McPherson.

McPHERSON LEMOYNE,

Buckingham, P. Q., 28th April, 1873.

1756

THE JOINT STOCK COMPANIES INCORPORATION ACT.

(*The Montreal Patent Guano Company.*)

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, by the persons hereinafter mentioned and others to be associated with them, for Letters-Patent under the great seal, granting them a charter constituting

octroyant une charte constituant telles personnes et autres qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie, en corps politique et incorporé en vertu des dispositions du dit acte, sous le nom de 'The Montreal Patent Guano Company.'

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'utiliser les vidanges, égouts des canaux, ordures, et de les traiter de manière à les convertir en substances fertilisantes, et vendre tel engrais ainsi préparé.

La localité dans cette province où les opérations de la dite compagnie seront poursuivies et sa principale place d'affaires seront dans l'île de Montréal, dans ou près de la cité de Montréal.

Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Des requérants sous-mentionnés les suivants, savoir : l'honorable John J. C. Abbott, M. P., C. R., Andrew Allan, Wm. Frederick Kay, Sévère Rivard et Thomas Irving, écuyers, M. le Juge Coursol, tous de la cité et du district de Montréal, et Col. Francis C. Maude, C. B. V. C. de Toronto, dans la Province d'Ontario, sont tous sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

Montréal, 7 avril 1873.

John J. C. Abbott, Andrew Allan, Wm. Fred. Kay, Sévère Rivard, Charles J. Coursol, Ivan Wotherspoon, Thomas Irving, G. Mortimer Rendal, Richard Wolff, J. A. McRae, J. S. Haight, D'Odet D'Orsonnens, F. B. Lafleur, D. W. Bruno, John Goldthorpe, L. Parent Lamothe, Ernest Idler, L. J. de Zery Beaudry, F. F. Finlay, David McKay, N. Préfontaine, Augustus Steward, John Mason, Henri Girard, Chs. McLean et William Moriarty, écuyers, tous la cité de Montréal, et la Société Mercantile de T. et G. Labatt aussi du même lieu, Elizabeth A. Snaith, fille majeure, et Dame E. C. Malcolm, toutes deux de Montréal, Quetton St. George, de Toronto, d'Ontario, écuyer, William Wilkinson, de Newcastle, dans la Province du Nouveau-Brunswick, écuyer, et Andrew Fulton, de Cornwall, dans la Province d'Ontario, écuyer.

ABBOTT, TAIT, WOTHERSPOON & TERRILL,  
1419 5 Procureurs des Pétitionnaires.

them and such other persons as may become shareholders in the company to be thereby created a body politic and corporate under the provisions of the said act, by the name of 'The Montreal Patent Guano Company.'

The object for which the incorporation is sought is the treatment and utilization of night soil, sewerage and town refuse, and their conversion into a fertilizer and the sale of such manufacture.

The place within this province where the operations of the said company will be carried on and its chief place of business will be on the island of Montreal, in or near the city of Montreal.

The amount of the capital stock of the said company will be \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

Of the undermentioned applicants the following, to wit : the honorable John J. C. Abbott, M. P., Q. C., Andrew Allan, Wm. Frederick Kay, Sévère Rivard and Thomas Irving, esquires, Mr. Justice Coursol, all of the city and district of Montreal, and Col. Francis C. Maude, C. B. V. C., of Toronto, in Ontario, are all subjects of Her Majesty and are to be the first directors of the said company.

Montreal, 7th April, 1873.

John J. C. Abbott, Andrew Allan, Wm. Fred. Kay, Sévère Rivard, Charles J. Coursol, Ivan Wotherspoon, Thomas Irving, G. Mortimer Rendal, Richard Wolff, J. A. McRae, J. S. Haight, D'Odet D'Orsonnens, F. B. Lafleur, D. W. Bruno, John Goldthorpe, L. Parent Lamothe, Ernest Idler, L. J. de Zery Beaudry, F. F. Finlay, David McKay, N. Prefontaine, Augustus Steward, John Mason, Henri Girard, Chs. McLean and William Moriarty, esquires, all of the city of Montreal, and the commercial firm of T. and G. Labatt, also of the same place, Elizabeth A. Snaith, spinster, and Dame E. C. Malcolm, both of Montreal, Quetton St. George, of Toronto, in Ontario, esquire, William Wilkinson, of Newcastle, in the Province of New Brunswick, esquire, and Andrew Fulton, of Cornwall, in the Province of Ontario, esquire.

ABBOTT, TAIT, WOTHERSPOON & TERRILL,  
1420 5 Solicitors for applicants.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1528.

Dame Emélie Jobin, ci-devant veuve de feu Edouard Ducasse, en son vivant charpentier, de Montréal, dit district, et actuellement mariée en secondes noces avec Isaac Desjardins, charretier, du dit lieu de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Isaac Desjardins, charretier, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'avril courant (1873).

A. MATHIEU,

Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 23 avril 1873. 1633 2

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1528.

Dame Emélie Jobin, heretofore widow of the late Edouard Ducasse, in his lifetime carpenter, of Montreal, district aforesaid, and wife by her second marriage of Isaac Desjardins, carter, of Montreal aforesaid, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

Isaac Desjardins, of the same place, carter,  
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the seventeenth day of April instant (1873).

A. MATHIEU,

Atty. for Plaintiff.

Montreal, 23rd April, 1873. 1634 2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Azilda Plamondon, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Joseph Monty, du même lieu, ci-devant commerçant et maintenant commis marchand,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Joseph Monty,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

T. & C. C. DE LORIMIER,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 25 avril 1873. 1609 3

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Azilda Plamondon, of the city and district of Montreal, wife of Louis Joseph Monty, of the same place, heretofore trader and now commercial clerk,

Plaintiff ;

vs.

The said Louis Joseph Monty,  
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

T. & C. C. DE LORIMIER,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 25th April, 1873. 1610 3

AVIS.

Avis public est par le présent donné par Joseph Guillaume Bossé, avocat, Cirice Têtu, marchand, Pierre Garneau, marchand, Abraham Joseph, marchand, Cyrille Tessier, notaire, Louis Bilodeau, marchand, Joseph Benjamin Trudelle, marchand de feronneries, Louis J. C. Fiset, protonotaire de la cour supérieure, Louis Bourget, marchand d'épicerie,

NOTICE

Public notice is hereby given by Joseph Guillaume Bossé, advocate, Cirice Têtu, merchant, Pierre Garneau, merchant, Abraham Joseph, merchant, Cyrille Tessier, notary, Louis Bilodeau, merchant, Joseph Benjamin Trudel, iron monger, Louis J. C. Fiset, protonotary of the Superior Court, Louis Bourget, grocer, George Duval, advocate, Pantaleon Pelletier, ad-

George Duval, avocat, Pantaléon Pelletier, avocat, Louis E. Dorion, trésorier de la cité de Québec, Hammond Gowen, avocat, William Henry Forrest, pay-maitre du district militaire No. 7, William Venner, rentier, Narcisse Laforce, hôtelier, Louis Bonaventure Caron, avocat, Jean Baptiste Célestin Hébert, notaire, Elisée Beaudet, marchand, Joseph Lepage, marchand, François Xavier Lepage, marchand, et Joseph Alfred Langlais, libraire, tous de la cité de Québec, dans la Province de Québec; Pierre Benjamin Vanasse, gentilhomme, de la ville des Trois-Rivières, Joseph G. Barthe, avocat, résidant actuellement à Montréal, Isaïe Dessaint, marchand, de Saint-Louis de Kamouraska, Joseph Anctil, de la cité d'Ottawa, employé au département de l'agriculture, Mademoiselle Angélique Babineau, fille majeure, de la cité de Québec, et François M. Audet, marchand, du même lieu, que sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec, demande sera faite à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour obtenir des lettres-patentes sous le grand sceau de cette Province, pour incorporer une compagnie en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Le nom collectif proposé de la compagnie est « La Compagnie du Sable Magnétique de Natashquan. »

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est l'acquisition, la possession et l'exploitation des mines de Sable magnétique;

Les affaires de la compagnie seront transigées dans le canton de Duval, comté de Saguenay, et la cité de Québec, ayant sa principale place d'affaire dans la cité de Québec;

Le montant du fonds social est d'un million de piastres.

Le nombre des actions est de deux mille parts, et le montant de chaque action est de cinq cents piastres.

Messieurs Joseph Guillaume Bossé, Cirice Têtu, Abraham Joseph Louis Bonaventure Caron, Cyrille Tessier, Louis E. Dorion, William Henry Forrest, Elisée Beaudet et Pierre Benjamin Vanasse, qui seront les premiers directeurs de la compagnie, résident tous en Canada et sont sujets de Sa Majesté de naissance.

Pour les requérants,

3 1535 J. A. CHARLEBOIS, N. P.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Bedford. } No. 1507.

Dame Ann Carter, du township de Shefford, dans le dit district de Bedford, épouse de Robert Heffernon, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; contre le dit Robert Heffernon, Défendeur.

La dite demanderesse a institué une action, ce jour, en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

HUNTINGTON & NOYES,

Avocats de la demanderesse.

Sweetsburg, 18 avril 1873. 1551 3

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dame Elizabeth Halpin, de la paroisse de Saint-Hubert, dans le district de Montréal, épouse de Moïse Vincent, ci-devant hôtelier, de la paroisse de Saint-Hubert susdite, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Moïse Vincent, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17e jour d'avril courant.

ARCHAMBAULT & DESALABERRY,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 23 avril 1873. 1591 3

AVIS.

Les soussignés donnent par les présentes avis de leur intention de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une charte d'incorporation les constituant en corps incorporé et politique sous le nom de « Compagnie de laitage de Athelstan. »

Le nom de la société n'est, au meilleur de leur connaissance, le nom d'aucune autre société incorporée ou non incorporée du même genre.

vocate, Louis E. Dorion, treasurer of the city of Québec, Hammond Gowen, advocate, William Henry Forrest, pay-master of the military district No. 7, William Venner, gentlemen, Narcisse Laforce, hotel keeper, Louis Bonaventure Caron, advocate, Jean Baptiste Celestin Hébert, notary, Elisée Beaudet, merchant, Joseph Lepage, merchant, François-Xavier Lepage, merchant and Joseph Alfred Langlais, book stationer, all of the city of Québec, in the Province of Québec; Pierre Benjamin Vanasse, gentleman, of the town of Three-Rivers, Joseph G. Barthe, advocate, residing actually at the city of Montreal, Isaïe Dessaint, merchant, of the parish of St. Louis de Kamouraska, Joseph Anctil, notary, of the city of Ottawa, employed in the department of Agriculture, miss Angélique Babineau, spinster, of the city of Québec, François M. Audet, merchant, of the same place, of their intention to apply to His Excellency the Lieutenant Governor in Council within one month after the last publication of this notice in the *Official Gazette*, for a charter of incorporation granting letters patent under the great seal of this province, to incorporate a company under the provisions of the « Joint-stock companies incorporation act. »

The proposed incorporated name of the company shall be « The Natashquan Magnetic Ore Company. »

The object for which its incorporation is sought, is the acquiring, holding and working of the magnetic ore mines.

The operations of the company shall be carried on in the township of Duval, in the county of Saguenay, and in the city of Québec, having its chief place of business in the city of Québec.

The amount of his capital stock, is one million dollars.

The number of shares is two thousand, and the amount of each share is five hundred dollars.

Messrs. Joseph Guillaume Bossé, Cirice Têtu, Abraham Joseph, Louis Bonaventure Caron, Cyrille Tessier, Louis E. Dorion, William Henry Forrest, Elisée Beaudet and Pierre-Benjamin Vanasse, who are to be the first directors of the company, are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty by birth.

For the applicants,

3 1536 J. A. CHARLEBOIS, N. P.

Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Bedford. } No. 1507.

Dame Ann Carter, of the township of Shefford, in the said district of Bedford, wife of Robert Heffernon, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; against the said Robert Heffernon, Defendant.

The said plaintiff has instituted an action, this day, for separation from bed and board against her said husband.

HUNTINGTON & NOYES,

Attorneys for Plaintiff.

Sweetsburg, 18th April, 1873. 1552 3

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Montréal. }

Dame Elizabeth Halpin, of the parish of St. Hubert, in the district of Montreal, wife of Moïse Vincent, heretofore hotel keeper, of the parish of St. Hubert aforesaid, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff;

vs.

The said Moïse Vincent, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 17th day of April instant.

ARCHAMBAULT & DESALABERRY,

Plaintiff's Attorneys.

Montreal, 23rd April, 1873. 1592 3

NOTICE.

The undersigned hereby give notice of their intention to apply to the Lieutenant Governor in Council, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, for a charter of incorporation constituting them a body politic and corporate under the name and style of « Athelstan Dairy Company. »

The name of the society is not, to the best of their knowledge, the name of any other society or association.

L'objet pour lequel l'incorporation de cette compagnie est demandée est de manufacturer le beurre et fromage, ou l'un et l'autre.

La compagnie entend poursuivre ses opérations à Athelstan.

Le nombre de ses actions est de soixante; et le montant de chacune est de \$50.

L'objet de la compagnie exige qu'elle possède des immeubles.

Les actionnaires sont : George Anderson, marchand, Daniel Coonly Boyce, cultivateur, Andrew Montgomery, cultivateur, John McHardy, cultivateur, James Blake, cultivateur, John A. Reid, cultivateur, Robert K. Graham, cultivateur, William Gardner, cultivateur, George Outtonson, cultivateur, John Dinneen, cultivateur, James Tassé, marchand, Michael Carrigan, jardinier, tous du canton de Hitchinbrooke; Thomas Cairns, jnr., cultivateur, John Pringle, cultivateur, tous du canton d'Elgin. Tous sont sujets anglais et résidents en Canada.

Les premiers directeurs de la compagnie sont George Anderson, Daniel Coonly Boyce et Thomas Cairns, jnr.

GEORGE ANDERSON, DANIEL COONLY BOYCE, ANDREW MONTGOMERY, JOHN MCHARDY, Athelstan, 15 avril 1873. JAMES BLAIRE, ROBERT K. GRAHAM, JOHN A. REID, WILLIAM GARDNER. 1873 4

The object for which incorporation is sought is for the manufacturing of butter and cheese, or either.

The company intends to transact its business at Athelstan.

Capital stock is \$3,000. The number of shares is sixty, and the amount of each is \$50.

The object of the association requires that it should possess real estate.

The shareholders are : George Anderson, trader; Daniel Coonly Boyce, farmer, Andrew Montgomery, farmer, John McHardy, farmer, James Blake, farmer, John A. Reid, farmer, Robert K. Graham, farmer; William Gardner, farmer, George Outtonson, farmer, John Dinneen, sawyer, James Tassé, trader, Michael Carrigan, hotel keeper, all of the township of Hitchinbrooke, Thomas Cairns, jr., John Pringle, both of the township of Elgin, farmer. All British subjects and residing in Canada.

The first directors of the company are George Anderson, Daniel Coonly Boyce and Thomas Cairns, jr.

GEORGE ANDERSON; DANIEL COONLY BOYCE; ANDREW MONTGOMERY; JOHN MCHARDY, Athelstan, 15th April, 1873. JAMES BLAIRE, ROBERT K. GRAHAM, JOHN A. REID, WILLIAM GARDNER. 1873 4

Canada, Province of Québec, District of Montréal. Dame Marie Lusignan, de la cité et du district de Montréal, épouse de Ovide Lanctôt, meublier, du même lieu; dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse; contre Ovide Lanctôt, meublier, du dit lieu de Montréal, Défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le seizième jour d'avril courant.

Ms. PICHE, Proc. de la Demanderesse. Montréal, 16 avril 1873. 1493 4

Canada, Province of Québec, District of Montréal. Dame Marie Lusignan, of the city and district of Montréal, wife of Ovide Lanctôt, cabinet maker; of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings; Plaintiff; against Ovide Lanctôt, cabinet maker, of Montréal aforesaid, Defendant. An action for separation of property has been instituted in this cause, on the sixteenth day of April instant.

Ms. PICHE, Atty. for Plaintiff. Montreal, 16th April, 1873. 1494 4

Province of Québec, District of Montréal. No. 1361. Dame Félicité Labadie, de la paroisse de Verchères, dans le district de Montréal, épouse de Théophile Mongeau, tanneur, du même lieu; Demanderesse.

vs. Le dit Théophile Mongeau, Défendeur. La dite demanderesse a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant cette cour, rapportable le 12 avril prochain. DORION, DORION & GEOFFRION, Avocats de la Demanderesse. Montréal, 28 mars 1873. 1239 6

Province of Québec, District of Montréal. No. 1361. Dame Félicité Labadie, of the parish of Verchères, in the district of Montréal, wife of Théophile Mongeau, tanner, of the same place, Plaintiff.

vs. The said Théophile Mongeau, Defendant. The said plaintiff has instituted an action for separation of property against her said husband, before this court, returnable on the 12th April next. DORION, DORION & GEOFFRION, Attorneys for the Plaintiff. Montreal, 28th March, 1873. 1240 6

Province of Québec, District of Montréal. Dans la Cour Supérieure. No. 1400. Dame Marie Bazinet, de la cité de Montréal, dans le dit district, épouse de Joseph Poulin, commerçant, du même lieu; Demanderesse;

vs. Le dit Joseph Poulin, Défendeur. La dite Demanderesse a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, rapportable le 15 avril courant. J. E. ROBIDOUX, Avocat de la Demanderesse. Montréal, 10 avril 1873. 1423 4

Province of Québec, District of Montréal. in the Superior Court. No. 1400. Dame Marie Bazinet, of the city of Montréal, in the said district, wife of Joseph Poulin, trader, of the same place, Plaintiff;

vs. The said Joseph Poulin, Defendant. The said plaintiff has instituted an action for separation of property against her said husband, before this court, returnable on the 15th April instant. J. E. ROBIDOUX, Atty. for Plaintiff. Montreal, 10th April, 1873. 1424 4

THE WATERLOO CAR COMPANY. Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en Conseil, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau de la Province, leur accordant une charte, constituant telles personnes et autres qui pourront devenir ci-après action-

THE WATERLOO CAR COMPANY. Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, in Council, by the persons hereinafter mentioned, for Letters Patent under the great seal of the province, granting them a charter, constituting them and such other persons as may become shareholders in the company to be thereby created, a

naires dans la compagnie, en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de l'Acte d'Incorporation des Compagnies à Fonds Social.

1. Le nom collectif proposé de la dite compagnie est "The Waterloo Car Company."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est la manufacture de "Railway Rolling Stock," et pour la vente ou le louage des susdits.

3. Les affaires de la dite compagnie seront transigées, et leur office serait dans le village de Waterloo, dans le district de Bedford, Province de Québec.

4. Le montant du capital souscrit de la dite compagnie est de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chaque.

5. Les requérants sont : l'honorable Asa Belknap Foster, sénateur, de Waterloo, l'honorable Lucius Seth Huntington, membre des Communes du Canada, l'honorable Alexis Maurice Laframboise, membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, résidant à Montréal, Gardner Greene Stevens, gentilhomme, William Grannis Parmelee, gérant de banque, William H. Smith, mécanicien, Walter Ainsworth Taylor, George Henry Allen, Edward Slack, Eliher D. Lawrence, William Hezekiel Robinson, Arthur F. Robinson, Gardner Stevens, Robert Hill, marchands de Waterloo, Stephen Henderson Campbell Miner, fabricant, de Granby, William A. R. Gilmour, Angus A. Gilmour, médecin, Lyman Henry Brooks, propriétaire d'hôtel, Duke Roberts et Cone B. Martin, gentilhommes, de Waterloo.

Les dits requérants, l'honorable Asa B. Foster, l'honorable L. S. Huntington, Gardner G. Stevens, William G. Parmelee, William H. Smith, Stephen H. C. Miner, Walter A. Taylor, George H. Allen et Edward Slack ; la majorité sont sujets de Sa Majesté, et les premiers directeurs de la dite compagnie.

WM. G. PARMELEE,

Secrétaire des requérants.

Waterloo, 15 avril 1873.

1503 4

body politic and corporate, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act.

1. The proposed corporate name of the company is "The Waterloo Car Company."

2. The object for which incorporation is sought, is for the manufacture of Railway Rolling Stock, and for the sale or lease of said manufacture.

3. The business of said company to be carried on and the office thereof to be in the village of Waterloo, in the district of Bedford, province of Quebec.

4. The amount of capital stock of said company to be one hundred thousand dollars, to be divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The applicants are : Hon. Asa Belknap Foster, senator, of Waterloo, Hon. Lucius Seth Huntington, member of the House of Commons of Canada, Hon. Alexis Maurice Laframboise, member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, of Montreal, Gardner Greene Stevens, gent., William Grannis Parmelee, banker, William H. Smith, machinist, Walter Ainsworth Taylor, George Henry Allen, Edward Slack, Eliher D. Lawrence William Hezekiel Robinson, Arthur F. Robinson, Gardner Stevens, Robert Hill, merchants of Waterloo, Stephen Henderson Campbell Miner, manufacturer of Granby, William A. R. Gilmour, Angus A. Gilmour, physicians, Lyman Henry Brooks, hotel keeper, Duke Roberts and Cone B. Martin, gentlemen, of Waterloo.

The said Hon. Asa B. Foster, Hon. L. S. Huntington, Gardner G. Stevens, William G. Parmelee, William H. Smith, Stephen H. C. Miner, Walter A. Taylor, George H. Allen and Edward Slack, the major part of whom are subjects of Her Majesty, to be the first directors of the said company.

WM. G. PARMELEE,

Secretary of said Applicants.

Waterloo, 16th April, 1873.

1504 4

## Avis de Faillite.

### ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Edward W. Barnes, de la cité de Montréal, Dominion Wire Works, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et effets, et les créanciers sont notifiés de s'assembler à sa place d'affaires, No. 742, rue Craig, Montréal, lundi, le dix-neuvième jour de mai courant, à 11 heures A. M., pour recevoir l'état de ses affaires et nommer un syndic.

L. JOS. LAJOIE,  
Syndic par Interim.

Montréal, 1er mai 1873.

1731

### ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS

Dans l'affaire de Philip Le Boutillier, de Percé, dans le township de Percé, dans le comté et district de Gaspé, marchand, failli.

Je, soussigné, Charles H. Burman, syndic officiel, du Barachois de la MalBaie, dans le comté susdit, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à la résidence du failli (détaillé plus haut), samedi, le dix-septième jour de mai prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour l'examen du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

CHARLES H. BURMAN,  
Syndic.

Barachois de la MalBaie, 19 avril 1873.

1741

### ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Rapin et frère, faillis.

Les faillis m'ont fait une cession de leurs biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à leur place d'affaires, à l'hôtel Rapin, à Beauharnois, mardi, le 20e jour de mai courant, à dix heures A. M., afin de recevoir un état de leurs affaires et de nommer un syndic.

D. A. ST. AMOUR,  
Syndic provisoire.

Beauharnois, 3 mai 1873.

1747

### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Edward W. Barnes, of the city of Montreal, Dominion Wire Works, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate and effects to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, No. 742, Craig street, in Montreal, on Monday, the 19th day of May instant, at 11 o'clock A. M., to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

L. JOS. LAJOIE,  
Interim Assignee.

Montreal, 1st May, 1873.

1732

### INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Philip Le Boutillier, of Percé, in the township of Percé, in the county and district of Gaspé, merchant, an Insolvent.

I, the undersigned, Charles H. Burman, of the Barachois of MalBay, in the county aforesaid, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and are hereby notified to meet at the residence of the insolvent (as above mentioned), on Saturday, the seventeenth day of May next, at eleven o'clock in the forenoon, for the examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

CHARLES H. BURMAN,  
Assignee.

Barachois of MalBay, 19th April, 1873.

1742

### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Rapin et frère, Insolvents.

The insolvents has made an assignment of their estate to me, and the creditors are notified to meet at their place of business, at Rapin's hotel, in Beauharnois, on Tuesday, the 20th of May instant, at ten of the clock A. M., to receive statements of their affairs and to appoint an assignee.

D. A. ST. AMOUR,  
Interim Assignee.

Beauharnois, 3rd May, 1873.

1749

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Alphonse Doutré, de la cité de Montréal, et faisant affaires comme libraire, etc., sous le nom de Alphonse Doutré, et Cie., faillis.

Je, soussigné, David J. Craig, syndic officiel, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, No. 11, rue de l'Hôpital, mercredi, le 11e jour de juin prochain, à 3½ heures de l'après-midi, pour l'examen public du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic officiel.  
1753

Montréal, 10 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869, ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de G. A. Malouin, de Québec, chapelier et manchonnier, failli.

Je, soussigné, Owen Murphy, syndic officiel, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi, dans le cours d'un mois.

OWEN MURPHY,  
Syndic.  
1757

Québec, 5 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Dame Catherine Goodwin, épouse de Charles Robert Baird, dûment séparée quant aux biens, marchande publique, faillie.

Un bordereau de dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au vingt-sixième jour de mai 1873, après lequel jour les dividendes seront payés.

T. S. BROWN,  
Syndic.  
1759

Montréal, 7 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Michael Ronayne, William O'Farmer et Dame Catherine Julia Champlin, épouse de John G. Lynn, faisant affaires sous le nom de M. Ronayne & Cie., faillis.

Le premier bordereau de dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions jusqu'au vingt-sixième jour de mai 1873, après lequel jour les dividendes seront payés.

T. S. BROWN,  
Syndic.  
1761

Montréal, 7 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de André Gingras, de Québec, menuisier et contracteur, failli.

Avis est par le présent donné aux créanciers du susdit failli qu'il a déposé à mon bureau un acte de composition et de décharge, exécuté par la majorité en nombre de ses créanciers, représentant trois quarts du montant de ce qu'il doit, sujet à être vérifié en évaluant telle proportion; et si aucune opposition au dit acte de composition et de décharge n'est faite, par écrit, par un ou des créanciers, sous trois jours juridiques après la dernière publication du présent avis, lequel jour sera le dix-neuvième jour du mois de mai courant, je, syndic officiel, agirai en vertu du dit acte de composition et de décharge, suivant ses termes.

OWEN MURPHY,  
Syndic officiel.  
1729 2

Québec, 2 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Joseph H. Studdert, failli. Je donne par le présent avis que le failli ayant déposé dans mon bureau un acte de composition et de décharge, si aucune opposition n'est faite sous trois jours juridiques après la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, j'agirai en vertu du dit acte suivant ses termes.

ISRAEL WOOD,  
Syndic.  
1727 2

Stanstead, 1er mai 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Alphonse Doutré, of the city of Montréal, carrying on business there as bookseller, &c., under the name of Alphonse Doutré and Co., Insolvents.

I, the undersigned, David J. Craig, of the city of Montréal, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are notified to meet at my office, No. 11, Hospital street, on Wednesday, the 11th day of June next, at ½ past 3 o'clock afternoon, for the public examination of the insolvent, and the ordering of the affairs of the estate generally.

DAVID J. CRAIG,  
Official Assignee.  
1754

Montreal, 10th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.**

In the matter of G. A. Malouin, of Québec, hatter and furrier, an Insolvent.

I, the undersigned, Owen Murphy, official assignee, has been appointed assignee in this matter. Creditors are notified to file their claims before me, within one month.

OWEN MURPHY,  
Assignee.  
1758

Quebec, 5th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Dame Catherine Goodwin, wife of Charles Robert Baird, whom she is duly from duly separated as to property, a public trader (marchande publique), an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared, open to objection until the twenty-sixth day of May, 1873; after which dividends will be paid.

T. S. BROWN,  
Assignee.  
1760

Montreal, 7th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Michael Ronayne, William O'Farmer and Dame Catherine Julia Champlin, wife of John G. Lynn, co-partners trading under the firm of M. Ronayne & Co., Insolvents.

The first dividend sheet has been prepared, open to objection until the twenty-sixth day of May, 1873, after which dividend will be paid.

T. S. BROWN,  
Assignee.  
1762

Montreal, 7th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.**

In the matter of André Gingras, of Québec, builder and contractor, an Insolvent.

The creditors of the above named insolvent are hereby notified that he has deposited in my office a deed of composition and discharge, purporting to be executed by a majority in number of his creditors, representing three fourths in value of his liabilities, subject to be computed in ascertaining such proportion; and should no opposition be made to such deed of composition and discharge, within three juridical days next after the last publication of this notice, which will be on Monday, the 19th day of May instant, the undersigned assignee will act upon said deed of composition and discharge, according to its terms.

OWEN MURPHY,  
Official Assignee.  
1730 2

Quebec, 2nd May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Joseph H. Studdert, an Insolvent. The insolvent having deposited with me a deed of composition and discharge, I hereby give notice that if no opposition is filed with me within three juridical days from the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, I shall proceed to act in terms of said deed.

ISRAEL WOOD,  
Assignee.  
1728 2

Stanstead, 1st May, 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**  
 Dans l'affaire de Benjamin Ibbotson, de la cité de Montréal, commerçant, failli.  
 Je, soussigné, Thomas S. Brown, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Des créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, No. 1, Union Buildings, rue Saint-François Xavier, dans la cité de Montréal, lundi, le seizième jour de juin 1873, à trois heures de l'après-midi, pour l'examen public du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

T. S. BROWN,  
 Syndic.  
 1765  
 Montréal, 7 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**  
 Canada,  
 Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Henry W. Ireland, James Henry Ireland et William Edward Ireland, tant individuellement que comme ci-devant associés sous le nom de H. W. Ireland & Co., et Henry W. Ireland, James Henry Ireland, William Edward Ireland, et William E. Coquillette, tant individuellement que comme ci-devant associés, sous le nom de Ireland, Coquillette & Co., et le dit William Coquillette, comme ci-devant en société avec George Cheyne Peterson, sous les nom et raison de Peterson Coquillette & Co., et avec George Park Macpherson, sous le nom de W. E. Coquillette & Co., faillis.

Mardi, le dix-septième jour de juin prochain, les soussignés demanderont à la dite cour leur décharge en vertu du dit acte.

HENRY W. IRELAND,  
 JAMES HENRY IRELAND,  
 WILLIAM EDWARD IRELAND,  
 WILLIAM E. COQUILLETTE,  
 Par KERR, LAMBE & CARTER,  
 Leurs Procureurs ad litem.  
 1765  
 Montréal, 9 mai, 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**  
 Canada,  
 Province de Québec, }  
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de Thomas J. Johnstone, failli.  
 Mardi, le dix-septième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

THOMAS J. JOHNSTONE,  
 Par A. HOULE,  
 Son procureur ad litem.  
 1767  
 Montréal, 7 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**  
 Canada,  
 Province de Québec, }  
 District de St. François. } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Michael Sax, failli.  
 Lundi, le neuvième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

MICHAEL SAX,  
 Par J. W. MERRY,  
 Son procureur ad litem.  
 1771  
 Coaticook, 7 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**  
 Dans l'affaire d'Isaïe Dubois, commerçant, du village de Coaticook, failli.

Je, soussigné, H. C. H. Chagnon, syndic officiel du village de Coaticook, ai été nommé syndic en cette affaire.

Les créanciers sont priés de filer leurs réclamations devant moi, sous un mois.

H. C. H. CHAGNON,  
 Syndic.  
 1773  
 Coaticook, 5 mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**  
 Dans l'affaire de Michael O'Heir, failli.  
 Avis est par le présent donné que le failli sus-nommé a déposé, dans mon bureau, un acte de com-

**INSOLVENT ACT OF 1869.**  
 In the matter of Benjamin Ibbotson, of the city of Montréal, trader, an Insolvent.

I, the undersigned, Thomas S. Brown, of the city of Montréal, have been appointed as assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at my office, No. 1, Union Buildings, St. Francis Xavier street, in the city of Montréal, on Monday, the sixteenth day of June, 1873, at three of the clock in the afternoon, for the public examination of the insolvent and the ordering of the affairs of his estate generally.

T. S. BROWN,  
 Assignee.  
 1764  
 Montréal, 7th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**  
 Canada,  
 Province of Québec, }  
 District of Montréal. } *In the Superior Court.*

In the matter of Henry W. Ireland, James Henry Ireland, and William Edward Ireland, as well individually as having been heretofore copartners under the name of H. W. Ireland & Co., and Henry W. Ireland, James Henry Ireland, William Edward Ireland and William E. Coquillette, as well individually as having been heretofore copartners under the name of Ireland, Coquillette & Co., and the said William E. Coquillette, as heretofore a copartner with George Cheyne Peterson, under the name and style of Peterson, Coquillette & Co., and with George Park Macpherson, under the name of W. E. Coquillette & Co., Insolvents.

On Tuesday, the seventeenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

HENRY W. IRELAND,  
 JAMES HENRY IRELAND,  
 WILLIAM EDWARD IRELAND,  
 WILLIAM E. COQUILLETTE,  
 By KERR, LAMBE & CARTER,  
 Their Attorneys ad litem.  
 1766  
 Montréal, 9th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**  
 Canada,  
 Province of Québec, }  
 District of Montréal. }

In the matter of Thomas J. Johnstone, an Insolvent.  
 On Tuesday, the seventeenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

THOMAS J. JOHNSTONE,  
 Par A. HOULE,  
 His Attorney ad litem.  
 1768  
 Montréal, 7th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**  
 Canada,  
 Province of Québec, }  
 District of St. François. } *In the Superior Court.*

In the matter of Michael Sax, an Insolvent.  
 On Monday, the ninth day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

MICHAEL SAX,  
 By J. W. MERRY,  
 His Attorney ad litem.  
 1772  
 Coaticook, 7th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**  
 In the matter of Isaïe Dubois, trader, of the village of Coaticook, an Insolvent.

I, the undersigned, H. C. H. Chagnon, official assignee, of the village of Coaticook, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

H. C. H. CHAGNON,  
 Assignee.  
 1774  
 Coaticook, 5th May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**  
 In the matter of Michael O'Heir, an Insolvent.  
 Notice is hereby given that the above-named insolvent has deposited with me, a deed of composition

position et de décharge, portant avoir été exécuté par une majorité en nombre des créanciers du dit failli, lesquels sont créanciers respectivement pour la somme de cent piastres chacun et au-dessus, représentant les trois-quarts en valeur des dettes du dit failli, sujet à être vérifié en évaluant telle proportion; et si aucune opposition au dit acte de composition et de décharge n'est faite par écrit sous trois jours juridiques après la dernière publication du présent avis, le vingt-quatrième jour de mai courant, j'agirai en vertu du dit acte suivant ses termes.

JOHN FAIR,  
Syndic.  
Daté à Montréal, ce 7e jour de mai A. D. 1873.  
1779

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869  
ET SES AMENDEMENTS.**

Canada,  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-Hyacinthe, }  
Dans l'affaire de Charles Pelouquin, commerçant, de Saint-Jude, district de Saint-Hyacinthe, failli, et Ernest D. Tétreau, syndic.  
Lundi, le vingt-trois juin prochain, les soussignés demanderont à la dite cour leur décharge en vertu du dit acte.

CHARLES PELOQUIN, failli  
ERNEST D. TETREAU, syndic.  
Par BOURGEOIS, BACHAND & RICHER,  
Leurs procureurs *ad litem*.  
Saint-Hyacinthe, 7 mai 1873. 1781.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Michael Sax, failli.  
Je, soussigné, Charles Baillie, de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

CHARLES BAILLIE,  
Syndic.  
Montréal, 24 avril 1873. 1625 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de B. S. Vipond, failli.  
Je, soussigné, Charles Baillie, de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

CHARLES BAILLIE,  
Syndic.  
Montréal, 21 avril 1873. 1627 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Josiah Gustin, failli.  
Je, soussigné, Israël Wood, de Stanstead, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

ISRAEL WOOD,  
Syndic.  
Stanstead, 24 avril 1873. 1629 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Joseph Lévesque, de la Rivière-du-Loup (en bas), failli.  
Je, soussigné, Urbain Thibaudeau, de la cité de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, sous un mois.

URBAIN THIBAudeau,  
Syndic.  
Québec, 28 avril 1873. 1635 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET  
SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de Dame Margaret J. Coffin, veuve de feu Félix W. Coffin, en son vivant hôtelier, du Bassin de Gaspé, comté et district de Gaspé, faillite.

Les créanciers de la faillite sont notifiés qu'elle m'a fait une cession de ses biens, et ils sont requis de me fournir, sous un mois de cette date, des états de leurs réclamations. Et les créanciers sont de plus notifiés de se réunir au palais de justice, au Bassin de Gaspé (détailé plus haut), mardi, le treizième jour de mai

and discharge, purporting to be executed by a majority in number of the creditors of the said insolvent, who are respectively creditors for sums of one hundred dollars each and upwards, and representing three-fourths in value of those of the liabilities of the said insolvent, subject to be computed in ascertaining such proportion; and if no opposition to said deed of composition and discharge be made to me, in writing, within three juridical days next after the last publication of this notice, on the twenty-fourth day of May instant, I shall act upon the said deed according to its terms.

JOHN FAIR,  
Assignee.  
Daté at Montreal, this 7th day of May, A. D., 1873.  
1780

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERE TO.**

Canada,  
Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of St. Hyacinthe, }  
In the matter of Charles Pelouquin, trader, of St. Jude, district of St. Hyacinthe, an Insolvent, and Ernest D. Tétreau, Assignee.

On Monday, the twenty-third day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

CHARLES PELOQUIN, Insolvent.  
ERNEST D. TETREAU, Assignee.  
Per BOURGEOIS, BACHAND & RICHER,  
Their Attorneys *ad litem*.  
Saint-Hyacinthe, 7th May, 1873. 1782.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Michael Sax, an Insolvent.  
I, the undersigned, Charles Baillie, of Montréal, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

CHARLES BAILLIE,  
Assignee.  
Montreal, 24th April, 1873. 1625 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of B. S. Vipond, an Insolvent.  
I, the undersigned, Charles Baillie, of Montréal, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

CHARLES BAILLIE,  
Assignee.  
Montreal, 21st April, 1873. 1627 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Josiah Gustin, an Insolvent.  
I, the undersigned, Israël Wood, of Stanstead, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

ISRAEL WOOD,  
Assignee.  
Stanstead, 24th April, 1873. 1630 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Joseph Lévesque, of Rivier du Loup, an Insolvent.  
I, the undersigned, Urbain Thibaudeau, of the city of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

URBAIN THIBAudeau,  
Assignee.  
Quebec, 28th April 1873. 1635 2

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.**

In the matter of Dame Margaret J. Coffin, widow of the late Félix W. Coffin, in his lifetime hotel-keeper, of Gaspé Basin, county and district of Gaspé, an Insolvent.

The creditors of the insolvent are notified that she has made an assignment of her estate to me, and they are required to produce before me, within one month from this date, their claims upon the said estate. And the creditors are further notified to meet at the court hall, at Gaspé Basin (as above mentioned), on Tues-

prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

CHARLES H. BURMAN,  
Syndic

Barachois-de-Malbaie, 11 avril 1873. 1631 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Louis-Joseph Massé, marchand épicer, de la paroisse de St. Césaire, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir au siège d'affaires du failli, à son magasin, au village de St. Césaire, lundi, le dix-neuvième jour du mois de mai prochain, à dix heures avant-midi, afin de recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

G. A. GIGAULT,  
Syndic provisoire.

St. Césaire, 24 avril 1873. 1645 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Joseph Rousseau, failli.

Je, soussigné, David J. Craig, syndic officiel de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont notifiés de se réunir à mon bureau, No. 11, rue de l'Hôpital, mardi, le 3e jour de juin, à 11 heures, pour l'examen public du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic officiel.

Montréal, 29 avril 1873. 1653 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de S. Picard, commerçante, de Beauharnois, faillie.

La faillie m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à sa place d'affaires, à Beauharnois, mardi, le treizième jour de mai prochain, à dix heures A. M., afin de recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

D. A. ST. AMOUR,  
Syndic provisoire.

Beauharnois, 25 avril 1873. 1655 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de A. A. Constantin, épicer, de la cité de Québec, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, bâtisse du télégraphe, No. 26, rue Saint-Pierre, lundi, le 19e jour de mai prochain, à 11 heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

OWEN MURPHY,  
Syndic officiel.

Québec, 28 avril 1873. 1663 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Charles Losh Thomson, failli.

Je, soussigné, Wm. Walker, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois, et sont notifiés de se réunir à mon bureau, No. 17, rue Saint-Pierre, lundi, le 2 juin prochain, à 2 heures P. M., pour l'examen public du failli, et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

WM. WALKER,  
Syndic officiel.

Québec, 29 avril 1873. 1677 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Canada, }  
P. Q. }

Dans l'affaire de Uldoric Bailly, marchand et commerçant, de la paroisse de Notre-Dame de la Visitation de Champlain, dans le comté de Champlain, dans le district des Trois-Rivières, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir dans le bureau d'André Joseph Martineau, notaire, en la dite paroisse de Notre Dame de la Visitation de Champlain, samedi, le vingt-quatrième jour du prochain mois de mai, à dix

day, the thirteenth day of May next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of her affairs, and to appoint an assignee.

CHARLES H. BURMAN,  
Assignee.

Barachois of Malbaie, 11th April, 1873. 1632 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Louis Joseph Massé, grocer, of the parish of St. Césaire, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, his store, at the village of St. Césaire, on Monday, the nineteenth day of the month of May next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

G. A. GIGAULT,  
Interim Assignee.

St. Césaire, 24th April 1873. 1646 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Joseph Rousseau, an Insolvent.

I, the undersigned, David J. Craig, of the city of Montreal, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are notified to meet at my office, No. 11, Hospital street, on Tuesday, the third day of June, at 11 o'clock, for the public examination of the insolvent, and the ordering of the affairs of the estate generally.

DAVID J. CRAIG,  
Official Assignee.

Montreal, 29th April, 1873. 1654 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of S. Picard, of Beauharnois, trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of her estate to me, and the creditors are notified to meet at her place of business, in Beauharnois, on Tuesday, the 13th day of May next, at 10 o'clock A. M., to receive statements of her affairs, and to appoint an assignee.

D. A. ST. AMOUR,  
Interim Assignee.

Beauharnois, 25th April 1873. 1656 2

**INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS THERETO.**

In the matter of A. A. Constantin, of the city of Quebec, grocer, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, Telegraph building, No. 26, St. Peter street, on Monday the 19th May next, at 11 o'clock A. M., to receive statement of his affairs and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,  
Official Assignee.

Quebec, 28th April, 1873. 1664 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Charles Losh Thomson, an Insolvent.

I, the undersigned, Wm. Walker, of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are notified to meet at my office, No. 17, St. Peter street, on Monday, the 2nd of June next, at two o'clock P. M., for the public examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

WM. WALKER,  
Official Assignee.

Quebec, 29th April, 1873. 1678 2

**INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS.**

Canada, }  
P. Q. }

In the matter of Uldoric Bailly, merchant and trader, of the parish of Notre Dame de la Visitation de Champlain, in the county of Champlain, and district of Three Rivers, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in the said parish of Notre Dame de la Visitation de Champlain, at the office of André Joseph Martineau, notary, on Saturday, the twenty-fourth day of May instant, at

heures de l'avant-midi, 1873, pour recevoir un état de ses affaires, puis, nommer un syndic.

N. GAGNON,  
Syndic provisoire.  
N.-D. V. de Champlain, 29 avril 1873. 1681 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de François-Xavier Fortier, de Québec, commerçant et constructeur, tant personnellement que comme ayant été associé avec Arsène Vézina et François Laurencelle, de Québec, constructeurs de vaisseaux, sous le nom de F.-X. Fortier & Cie., failli. Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, bâtisse du Télégraphe, rue Saint-Pierre, à Québec, samedi, le 24 de mai courant, à 11 heures A. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

OWEN MURPHY,  
Syndic provisoire.  
Québec, 1er mai 1873. 1679 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Joseph Pilon, commerçant, de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir en la demeure du dit Joseph Pilon, à Saint-Ephrem d'Upton susdit, lundi, le dix-neuf mai prochain, à une heure de l'après-midi, afin de recevoir un état de ses affaires et de nommer un syndic.

J. C. BACHAND,  
Syndic provisoire.  
Saint-Liboire, 29 avril 1873. 1687 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Samuel Benoit, de la cité de Montréal, marchand de grains, failli.

Le failli m'ayant fait une cession de ses biens, ses créanciers sont notifiés de s'assembler à son domicile, No. 554, rue Mignonne, à Montréal, le 12e jour de mai prochain, à 2 heures P. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

G. H. DUMESNIL,  
Syndic provisoire.  
Montréal, 28 avril 1873. 1691 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Michel Chartrand, maître menuisier, entrepreneur et commerçant, de la cité de Montréal, failli.

Le failli m'ayant fait une cession de ses biens, ses créanciers sont notifiés de s'assembler à sa place d'affaires, No. 65, rue Barré, à Montréal, lundi, le 12e jour de mai prochain, à 10 heures A. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

G. H. DUMESNIL,  
Syndic provisoire.  
Montréal, 26 avril 1873. 1693 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Sophie Poutré, épouse d'Alexandre Larocque, commerçante, de Saint-Jean, faillie.

La faillie m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, dans la ville de Saint-Jean, lundi, le dix-neuvième jour de mai 1873, à cinq heures de l'après-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

WM. COOTE,  
Syndic provisoire.  
Saint-Jean, P. Q., 29 avril 1873. 1697 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de Albert Robert, stover, de Montréal, failli.

Je, soussigné, John Whyte, syndic officiel, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, Merchant's Exchange, rue Saint-Sacrement, dans la cité de Montréal,

ten o'clock in the forenoon, to receive statements of the affairs, and to appoint an assignee.

NAZAIRE GAGNON,  
Interim Assignee.  
N. D. V. de Champlain, 29th April, 1873. 1682 2

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.**

In the matter of François Xavier Fortier, of Québec, trader and builder, as well personally as having been a partner with Arsène Vézina and François Laurencelle, of Québec, ship builders, under the name of F. X. Fortier & Co., an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, Telegraph Buildings, St. Peter street, in Québec, on Saturday, the 24th day of May instant, at 11 o'clock A. M., to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,  
Interim Assignee.  
Québec, 1st May, 1873. 1680 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Joseph Pilon, trader, of the parish of St. Ephrem d'Upton, county of Bagot, district of St. Hyacinthe, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at the residence of the said Joseph Pilon, at St. Ephrem d'Upton aforesaid, on Monday, the nineteenth of May next, at one of the clock in the afternoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

J. C. BACHAND,  
Interim Assignee.  
St. Liboire, 29th April, 1873. 1688 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Samuel Benoit, of the city of Montreal, grain dealer and trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his residence, No. 554, Mignonne street, Montreal, the 12th day of May next, at 2 o'clock P. M., to receive statement of his affairs and to appoint an assignee.

G. H. DUMESNIL,  
Interim Assignee.  
Montreal, 28th April, 1873. 1692 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Michel Chartrand, of the city of Montreal, joiner, contractor and trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his business place, No. 65, Barré street, Montreal, on Monday, the 12th day of May next, at 10 o'clock A. M., to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

G. H. DUMESNIL,  
Interim Assignee.  
Montreal, 26th April, 1873. 1694 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Sophie Poutré, wife of Alexandre Larocque, of St. Johns, trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of her estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, in the town of St. Johns, on Monday, the nineteenth day of May, 1873, at five o'clock in the afternoon, to receive statements of her affairs and to appoint an assignee.

WM. COOTE,  
Interim Assignee.  
St. Johns, P. Q., 29th April, 1873. 1698 2

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.**

In the matter of Albert Robert, stover, of Montreal, an Insolvent.

I, the undersigned, John Whyte, of the city of Montreal, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and are hereby notified to meet at my office, in Merchant's Exchange Building, St. Sacrament street, in the city of Montreal,

vendredi, le trentième jour de mai prochain, à quatre heures de l'après-midi, pour l'examen public du failli, et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

JOHN WHYTE,  
Syndic.  
1701 2

Montréal, 30 avril 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Octave Latour, de Hull, failli.  
Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à la place d'affaires du dit failli, dans le canton de Hull, le quatorzième jour du mois de mai courant, à neuf heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

N. TETREAU,  
Syndic provisoire.  
1699. 2

Hull, 1er mai 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Onésime Gadbois, commerçant, de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, failli.  
Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de s'assembler au domicile du failli, en la ville de Nicolet, samedi, le dix-septième jour du mois de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

A. O. HOULE,  
Syndic provisoire.  
1703 2

Saint-Célestin, 30 avril 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

In re:—John Skinner, d'Upper Bedford, Québec, failli.  
Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à sa place d'affaires, à Upper Bedford, Québec, lundi, le 12 de mai prochain, à une heure de l'après-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

WM. MEAD PATTISON,  
Syndic provisoire.  
1705 2

Frelighsburg, 29 avril 1873.

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869**

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de L. N. Allaire, failli.  
Judi, le cinq juin prochain, le soussigné s'adressera à la dite cour pour avoir sa décharge en vertu du dit acte.

L. N. ALLAIRE,  
Par BEDARD & ROULEAU,  
Ses procureurs *ad litem*

Québec, 2 mai 1873.

1717 2

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Wentworth F. Wood, failli.  
Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un consentement de composition et de décharge de ses créanciers, et mardi, le vingt-septième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

WENTWORTH F. WOOD,  
Par LEMUEL CUSHING,  
Son procureur *ad litem*.

Montréal, 21 avril 1873.

1523 3

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Oven Kendal, failli.  
Le sixième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

ONEN KENDAL,  
Par HALL & WHITE,  
Ses procureurs *ad litem*.

Daté le 22 avril 1873.

1539 3

on Friday, the 30th day of May next, at 4 o'clock P. M., for the examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

JOHN WHYTE,  
Assignee.  
1702 2

Montreal, 30th April, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Octave Latour, of Hull, an Insolvent.  
The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at the place of business of said insolvent in the township of Hull, on the fourteenth day of the month of May instant, at nine o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

N. TETREAU,  
Interim Assignee.  
1700 2

Hull, 1st May, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Onésime Gadbois, trader, of the town of Nicolet, in the county of Nicolet, an Insolvent.  
The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in the town of Nicolet, at his domicile, on Saturday, the seventeenth day of May next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

A. O. HOULE,  
Interim Assignee.  
1704 2

St. Célestin, 30th April, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of John Skinner, of Upper Bedford, Quebec, an Insolvent.  
The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, Upper Bedford, Quebec, on Monday, the 12th of May next, at one o'clock in the afternoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

WM. MEAD PATTISON,  
Interim Assignee.  
1706 2

Frelighsburg, 29th April, 1873.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of L. N. Allaire, an Insolvent.  
Thursday, the fifth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said court.

L. N. ALLAIRE,  
By BEDARD & ROULEAU,  
His Attorneys *ad litem*

Québec, 2nd May, 1873.

1718 2

**INSOLVENT ACT OF 1869**

Canada, }  
Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of Wentworth F. Wood, an Insolvent.  
The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge, executed by his creditors, and on Tuesday, the twenty-seventh day of May next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

WENTWORTH F. WOOD,  
By LEMUEL CUSHING,  
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 21st April, 1873.

1524 3

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of St. Francis. }

In the matter of Oven Kendal, an Insolvent.  
On the sixth day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

OVEN KENDAL,  
Par HALL & WHITE,  
His Attorneys *ad litem*.

Dated 22nd April, 1873.

1540 3

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de John A. Hick, failli.

Mardi, le vingt-septième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOHN A. HICK,  
Par KERR, LAMBE & CARTER,  
Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 21 avril 1873. 1549 3

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Québec. }

Dans l'affaire de John Lemesurier, de la cité de Québec, marchand, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et lundi, le deuxième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge par là effectuée.

JOHN LEMESURIER, failli,  
Par ANDREWS, CARON & ANDREWS,  
Ses procureurs *ad litem*.

Québec, 23 avril 1873. 1573 3

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Pierre Claude, tanneur et commerçant, de la paroisse de Montréal, dans le district de Montréal, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge, exécuté par la proportion de ses créanciers requise par la loi, et le vingt-septième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge effectuée par le dit acte.

PIERRE CLAUDE,  
Par DUHAMEL, RAINVILLE & RINFRET,  
Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 17 avril 1873. 1579 3

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure—*  
District de Québec. } *Québec.*

Dans l'affaire de John W. McLeod, failli.

Lundi, le deuxième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOHN W. McLEOD,  
Par J. DUNBAR,  
Son procureurs *ad litem*.

Québec, 26 avril 1873. 1605 3

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Gerald C. Egan et Luke J. Egan, faillis.

Les dits faillis ont filés au greffe de la dite cour, un acte de composition et de décharge, exécuté en leur faveur par leurs créanciers, et le vingt et unième jour de mai prochain, à dix heures et demie du matin, ou aussitôt après que conseil pourra être entendu, ils feront par leurs avocats soussignés, application à la dite cour pour la confirmation de la décharge ainsi consentie.

KELLY & DORION,  
Avocats des dits faillis.

Montréal, 18 avril 1873. 1475 4

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de la succession de James H. Henderson, décédé, et de William Foots & Co, faillis.

Des bordereaux des dividendes ont été préparés et ouverts aux oppositions jusqu'au 19 mai courant, après lequel jour les dividendes seront payés.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic officiel.

Montréal, 1er mai 1873. 1725 2

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of John A. Hick, an Insolvent.

On Tuesday, the twenty-seventh day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOHN A. HICK,  
By KERR, LAMBE & CARTER,  
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 21st April, 1873. 1550 3

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Quebec. }

In the matter of John Lemesurier, of the city of Quebec, merchant, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on Monday, the second day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JOHN LEMESURIER, Insolvent,  
By ANDREWS, CARON & ANDREWS,  
His Attorneys *ad litem*.

Quebec, 23rd April, 1873. 1574 3

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of Pierre Claude, of the parish of Montreal, district of Montreal, tanner and trader, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge, executed by the proportion of his creditors as required by law, and on the twenty-seventh day of May next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected by said deed.

PIERRE CLAUDE,  
By DUHAMEL, RAINVILLE & RINFRET,  
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 17th April, 1873. 1580 3

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court—*  
District of Quebec. } *Quebec.*

In the matter of John W. McLeod, an Insolvent.

On Monday, the second day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOHN W. McLEOD,  
Per J. DUNBAR,  
His Attorney *ad litem*.

Quebec, 26th April, 1873. 1606 3

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of Gerald C. Egan & Luke J. Egan, Insolvents.

The said insolvents have filed in the office of the said court, a deed of composition and discharge executed in their behalf by their creditors, and on the twenty-first day of May next, at half past ten of the clock in the forenoon, or so soon thereafter as counsel can be heard, they will by their undersigned attorneys apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

KELLY & DORION,  
Attorneys of said Insolvents.

Montreal, 18th April, 1873. 1476 4

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of the estate of James H. Henderson, deceased, and of William Foots & Co., Insolvents.

Dividend sheets have been prepared, open to objection until 19th May current, after which dividends will be paid.

DAVID J. CRAIG,  
Official Assignee.

Montreal, 1st May, 1873. 1762 2

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
 District de Terrebonne. }  
 Dans l'affaire de Frédéric G. Mackay, failli.  
 Le quinze mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

F. G. MACKAY,  
 Par J. A. N. MACKAY,  
 Son procureur ad litem,  
 Ste. Scholastique, 7 avril 1873. 1387 5

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
 District de Terrebonne. }  
 Dans l'affaire d'Allan D. McMaster, failli.  
 Le quinze mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

ALLAN D. McMASTER,  
 Par J. A. N. MACKAY,  
 Son procureur ad litem.  
 Sainte-Scholastique, 7 avril 1873. 1389 5

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure,  
 District de Terrebonne. } Terrebonne.  
 Dans l'affaire de John Parker, failli.  
 Jeudi, le quinzième jour de mai prochain, le soussigné s'adressera à la dite cour pour obtenir sa décharge en vertu du dit acte.

JOHN PARKER,  
 Par R. P. DELARONDE,  
 Son procureur ad litem.  
 Ste. Scholastique, 26 mars 1873. 1391 5

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
 District de Montréal. }  
 Dans l'affaire de James McClure, failli.  
 Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et le dix-septième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

JAMES McCLURE,  
 Par MONK & BUTLER,  
 Ses procureurs ad litem.  
 Montréal, 12 avril 1873. 1413 5

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
 District d'Arthabaska. }  
 Dans l'affaire d'Antoine Vallée, failli.  
 Mardi, le vingtième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

ANTOINE VALLÉE,  
 Par J. LAVERGNE,  
 Son procureur ad litem.  
 Arthabaskaville, 14 mars 1873. 1349 5

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Cour Supérieure.  
 District d'Arthabaska. }  
 Dans l'affaire de Numidique Perreault, failli.  
 Le dix-neuvième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

NUMIDIQUE PERREAULT,  
 Par WILFRID LAURIER,  
 Son procureur ad litem.  
 Arthabaskaville, 9 avril 1873. 1421 5

## ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure  
 District de Montréal. } pour le district de Montréal.  
 Dans l'affaire de Charles Léger dit Parisien, failli.  
 Le vingt-sixième jour de mai prochain, le soussigné

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } In the Superior Court.  
 District of Terrebonne. }  
 In the matter of Frederick G. Mackay, an Insolvent.  
 On the fifteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

F. G. MACKAY,  
 By J. A. N. MACKAY,  
 His Attorney ad litem.  
 Ste. Scholastique, 7th April, 1873. 1388 5

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } In the Superior Court.  
 District of Terrebonne. }  
 In the matter of Allan D. McMaster, an Insolvent.  
 On the fifteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

ALLAN D. McMASTER,  
 Per J. A. N. MACKAY,  
 His Attorney ad litem.  
 St. Scholastique, 7th April, 1873. 1390 5

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } In the Superior Court,  
 District of Terrebonne. } Terrebonne.  
 In the matter of John Parker, an Insolvent.  
 On Thursday, the fifteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOHN PARKER,  
 By R. P. DELARONDE,  
 His Attorney ad litem.  
 Ste. Scholastique, 26th March, 1873. 1392 5

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } Superior Court.  
 District of Montreal. }  
 In the matter of James McClure, an Insolvent.  
 The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on the seventeenth day of May next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JAMES McCLURE,  
 By MONK & BUTLER,  
 His Attorneys ad litem.  
 Montreal, 12th April, 1873. 1414 5

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } In the Superior Court.  
 District of Arthabaska. }  
 In the matter of Antoine Vallée, an Insolvent.  
 On Tuesday, the twentieth day of May next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

ANTOINE VALLÉE,  
 By J. LAVERGNE,  
 His Attorney ad litem.  
 Arthabaskaville, 14th March, 1873. 1350 5

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } Superior Court.  
 District of Arthabaska. }  
 In the matter of Numidique Perreault, an Insolvent.  
 On the nineteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

NUMIDIQUE PERREAULT,  
 By WILFRID LAURIER,  
 His Attorney ad litem.  
 Arthabaskaville, 9th April, 1873. 1422 5

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
 Province of Quebec, } In the Superior Court for the  
 District of Montreal. } district of Montreal.  
 In the matter of Charles Léger dit Parisien, an Insolvent.  
 On the twenty-sixth day of May next, the under-

demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

CHARLES LEGER DIT PARISIEN.

Par BUREAU & BIENVENU,

Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 18 avril 1873. 1459 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Thomas McGrail, failli.

Samedi, le dix-septième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

THOMAS McGRAIL,

Montréal, 8 avril 1873. 1409 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* :—J. G. Shipway & Son, faillis.

Les soussignés ont produit au greffe de cette cour, un consentement à sa décharge consenti par leurs créanciers, et le vingt-septième jour de mai prochain, ils feront application à cette cour pour en obtenir la confirmation.

J. G. SHIPWAY & SON.

Par leurs procureurs *ad litem*,

GIROUARD & DUGAS.

Montréal, 18 avril 1873. 1501 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Richelieu. }

Dans l'affaire de Paul Roch, commerçant, de la ville de Berthier, failli.

Jeudi, le quinzième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte, comme syndic à cette faillite.

J. O. CHALUT,

Syndic.

Par A. A. LAFERRIÈRE,

Son procureur *ad litem*.

Sorel, 5 avril 1873. 1257 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Charles Robitaille, failli.

Je, soussigné, ai été nommé syndic en cette affaire. Les créanciers sont notifiés de produire entre mes mains leurs réclamations d'hui à un mois.

I. L. CLAIR,

Syndic.

Trois-Rivières, 3 mai 1873. 1721 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-François }

Dans l'affaire de Joseph H. Studdert, failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et le neuvième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

JOSEPH H. STUDDERT,

Par TERRILL & TERRILL,

Ses procureurs *ad litem*.

Stanstead, P. Q., 2 mai 1873. 1723 2

Règles de Cour.

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
District de Montréal, } *Bas-Canada.*

No. 805.

Le vingt-deuxième jour d'avril mil huit cent soixante-et-treize.

PRÉSENT :—L'honorable M. le Juge MACKAY.\*

Robert Dunn *et al.*, Demandeurs ;

vs.

The Andes Insurance Company de Cincinnati, dans

signed will apply to the said court for a discharge under the said act.

CHARLES LEGER DIT PARISIEN.

By BUREAU & BIENVENU,

His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 18th April, 1873. 1460 4

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of Thomas McGrail, an Insolvent.

On Saturday, the seventeenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

THOMAS McGRAIL,

Montreal, 8th April, 1873. 1410 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *In the Superior Court.*

In the matter of J. G. Shipway & Son, Insolvents.

The undersigned has filed in the office of this court, a consent by his creditors to his discharge executed by their creditors, and on the twenty-seventh day of May next, they will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

J. G. SHIPWAY & SON.

Per their Attorneys *ad litem*,

GIROUARD & DUGAS.

Montreal, 18th April, 1873. 1502 4

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Richelieu. }

In the matter of Paul Roch, trader, of the town of Berthier, an Insolvent.

On Thursday, the fifteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the above act, as assignee in this matter.

J. O. CHALUT,

Assignee.

Per A. A. LAFERRIÈRE,

His Attorney *ad litem*.

Sorel, 5th April, 1873. 1258 5

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

In the matter of Charles Robitaille, an Insolvent.

I, the undersigned, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month.

I. L. CLAIR,

Assignee.

Three Rivers, 3rd May, 1873. 1722 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of St. Francis. }

In the matter of Joseph H. Studdert, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on the ninth day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JOSEPH H. STUDDERT,

By TERRILL & TERRILL,

His Attorneys *ad litem*.

Stanstead, P. Q., 2nd May, 1873. 1724 2

Rules of Court.

Province of Quebec, } *Superior Court for Lower*  
District of Montreal, } *Canada.*

No. 805.

The twenty-second day of April, one thousand eight hundred and seventy-three.

PRÉSENT :—The honorable Mr. Justice MACKAY.

Robert Dunn *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

The Andes Insurance Company of Cincinnati, in the

l'Etat d'Ohio, un des Etats-Unis d'Amérique, corps politique et incorporé ayant son principal bureau ou place d'affaires à Cincinnati susdit, et ayant son agence principale pour la Puissance du Canada, en la cité de London, dans la Province d'Ontario,

State of Ohio, one of the United States of America, a body politic and corporate, and having its head office or chief place of business, at Cincinnati aforesaid, and having its chief agency for the Dominion of Canada, at the city of London, in the province of Ontario,

Défenderesses ;  
et  
William E. Boyd *et al.*,  
et  
Tiers-Saisis.  
Divers Intervenants.

La cour ordonne que, par un avis, dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers de la dite The Andes Insurance Company, la défenderesse en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite Gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du Code de Procédure Civile.

(Par ordre.)  
1749 HUBERT, PAPINEAU & HONEY,  
P. C. S.

Canada, } *Cour de Circuit pour le District*  
Province de Québec, } *de Kamouraska.*  
Le cinq avril mil huit cent soixante-treize, (étant un jour auquel la Cour a été ajournée.)

No. 260. PRÉSENT :  
L'honorable M. le Juge NAPOLÉON CASAULT.  
Bruno Deschênes, cultivateur, de Ste. Anne La Pocatière,  
Demandeur ;  
vs.  
Clovis Miville, cultivateur, du même lieu,  
Défendeur ;

et  
Odulphe Ouellet, de Ste. Anne La Pocatière, marchand,

Opposant afin de conserver au marc la livre.  
La cour, attendu qu'il y a dans la présente cause à distribuer des deniers provenant de la vente par autorité de justice d'effets mobiliers appartenant au Défendeur, et qu'il a été produit au dossier en la dite cause certaines oppositions afin de conserver, alléguant la déconfiture du dit Défendeur, ordonne sur motion du dit Odulphe Ouellet, opposant afin de conserver, aux créanciers du dit Défendeur de produire leurs réclamations accompagnées de pièces justificatives, ou dûment assermentées, au bureau du greffier de la cour de circuit pour le district de Kamouraska, sous quinze jours, à compter de la date de la première insertion du présent ordre à être publié deux fois, dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Pour vraie copie,  
2 1637 DERY & PELLETIER,  
G. C. C.

## Ventes d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.  
Dans l'affaire de Marc Garant, failli.  
AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du syndic soussigné, à Québec, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, savoir :

1. Un lot de terre ou emplacement situé en la pa-

Defendants ;  
and  
William E. Boyd *et al.*,  
and  
Tiers-saisis.  
Divers Intervening parties.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said The Andes Insurance Company of Cincinnati, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office, in Montreal, of the protonotary of this court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with the 603rd and 604th articles of the Code of Civil Procedure.

(By order.)  
1750 HUBERT, PAPINEAU & HONEY,  
P. C. S.

Canada, } *In the Circuit Court for the Dis-*  
Province of Québec, } *trict of Kamouraska.*  
On the fifth day of April, one thousand eight hundred and seventy-three (being a day to which the court was adjourned).

No. 260. PRÉSENT :  
The honorable Mr. Justice NAPOLÉON CASAULT.  
Bruno Deschenes, farmer, of Ste. Anne la Pocatière,  
Plaintiff ;  
vs.  
Clovis Miville, farmer, of the same place,  
Defendant ;

and  
Odulphe Ouellette, of Ste. Anne la Pocatière, marchand,

Opposant afin de conserver au marc la livre.  
The court, whereas there are in the above cause certain moneys to be distributed accruing from the sale by judicial authority of the moveable effects belonging to the defendant, and whereas divers oppositions *afin de conserver* have been filed in the record thereof alleging the insolvency of said defendant, orders, upon motion of the said Odulphe Ouellette, *opposant afin de conserver*, the creditors of the said defendant to file their claims, accompanied with vouchers or duly sworn, in the office of the clerk of the circuit court for the district of Kamouraska, within fifteen days from the date of the first insertion of this order, to be published in the french and english languages in the *Quebec Official Gazette*.

True copy,  
2 1638 DERY & PELLEIER,  
C. C. C.

## Sales of Real Estate under Insolvent Acts.

INSOLVENT ACT OF 1869.  
*In re* :—Marc Garant, an Insolvent.  
PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovables will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure for Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire* or *afin de charge* or other oppositions to the sale are required to be filed with the undersigned, at his office, Québec, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of sale, to wit :

1. An emplacement or lot situate in the parish of

roisse de Saint-Joseph de la Pointe-Lévis, premier rang au nord du chemin public, contenant sur le sens du chemin environ soixante pieds de front, et courant vers le nord en retrécissant et se terminant à un point au bout de la profondeur de deux arpents; borné vers le sud au dit chemin public, et vers le nord au bout de la dite profondeur, d'un côté vers l'est à Victor Corneau, et vers l'ouest à une route de sortie pour les emplacements qui se trouvent au nord—avec la maison à deux étages entourée en briques, un hangar et étable, circonstances et dépendances, duquel emplacement il faut distraire l'emplacement concédé à un nommé Phidjme Robitaille, formant un triangle ayant à sa base trente-trois pieds sur deux cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, sur le côté nord-est de la route susdite; borné par devant vers le sud-ouest à la susdite route, par derrière vers le nord-est à Victor Corneau; joignant d'un côté au sud-est à l'emplacement du dit Marc Garant, et de l'autre côté au nord-ouest, se terminant à un point—avec la maison dessus érigée; à la charge d'une rente constituée de trente-six piastres, que l'adjudicataire devra payer annuellement au premier septembre à François Bourassa, cultivateur, de la susdite paroisse, en vertu d'une vente à constitut devant Mre. F. M. Guay, notaire, en date du vingt-neuf décembre mil huit cent soixante-et-cinq.

2. Tous les droits du failli dans une certaine rente constituée de douze piastres, payable le premier septembre chaque année, créée au capital de deux cents piastres, suivant acte de vente à constitut devant Mre. Marcel Bourget, en date du dix-neuf septembre mil huit cent soixante-et-onze, et assise sur le triangle du terrain ci-haut mentionné, les dits droits tels que modifiés en et par un certain acte de transport en date du dit dix-neuf septembre de l'année ci-haut mentionnée devant Mre. Flavien Roy.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures ET-DEMIÈ de l'avant-midi.

R. HENRY WURTELE,  
Syndic officiel.

Québec, 19 mars 1873. 1147 3  
[Première publication, 22 mars 1873.]

#### ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Moïse Lafontaine, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, commerçant, failli.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les meubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du syndic soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, savoir:

1. Un lopin de terre sis et situé dans le village de Lacolle, sur le côté est de la rue de l'Eglise; borné à l'ouest à la dite rue de l'Eglise, à l'est à un certain cours d'eau ou certaine décharge, d'un côté vers le sud à Freeman Woodworth, et de l'autre côté à Hugh Barker—ensemble une maison, cuisine, étable, remises sus-érigées et dépendances.

2. Un emplacement situé dans le village de Lacolle, dans la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, étant partie du lot No. 18 dans la 3e concession de la seigneurie de Lacolle, sur le côté nord de la rue Saint-Pierre, contenant environ 40 pieds de largeur, mesure française, sur dix perches de profondeur, et formant vingt-trois perches quatre pieds en superficie, le tout plus ou moins; borné à l'est au lot No. 32, en possession de W. H. Vanvliet, au nord au cimetière et à la propriété de l'église anglaise, au sud à la dite rue Saint-Pierre, et à l'ouest au lot No. 43—ensemble une maison où se fabrique la potasse, et une étable sus-érigées et toutes dépendances.

St. Joseph de la Pointe Lévis, first range north of the main road, containing on the road about sixty feet in front, running northwards and narrowing until it ends in a point at the end of the depth of two arpents; bounded on the south by the main road, and on the north by the end of the said depth, on one side, to the east, by Victor Corneau and to the west by a by-road (*route de sortie*) for the lots on the north—with the two storey brick faced house, a hangar and stable, appurtenances and dependencies: from which said lot must be reserved the emplacement conceded to one Phidjme Robitaille, forming a triangle having on its base thirty-three feet by two hundred and eighteen feet in depth, english measure; bounded in front, to the south-west, by the said by-road, in rear, to the north-east, by Victor Corneau, on one side, to the south-east, by the emplacement of the said Marc Garant, and on the other side, to the north-west, narrowing to a point—with the house thereon erected. Subject to the charge of a constituted rent of thirty-six dollars to be paid yearly by the purchaser on the first of September, to Francis Bourassa, farmer, of the parish aforesaid, by virtue of a deed of sale (*vente à constitut*), passed before Mre. F. M. Guay, notary, on the twenty-ninth day of December, one thousand eight hundred and sixty-five.

2. All the rights and claims of the insolvent in and to a certain constituted rent of twelve dollars payable on the first of September of each year, created upon a capital of two hundred dollars, by deed of sale (*vente à constitut*), before Mre. Marcel Bourget, dated the nineteenth of September, one thousand eight hundred and seventy-one, and imposed on the triangle of the lot hereinabove mentioned; said rights being such as modified in and by a certain deed of transfer dated the nineteenth of September, of the year aforesaid, before Mre. Flavien Roy.

To be sold, at the church door of the parish of St. Joseph de Lévis, on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY next, at HALF-PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. HENRY WURTELE,  
Official Assignee.

Quebec, 19th March, 1873. 1148 3  
[First published, 22nd March, 1873.]

#### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Moïse Lafontaine, of the parish of St. Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, trader, an Insolvent.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-mentioned immovables, will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days after the sale, to wit:

1. A lot of land situate and being in the village of Lacolle, in the parish of St. Bernard de Lacolle, on the east side of Church street; bounded to the west by the said Church street, on the east by a certain water course or discharge, on one side, towards the south, by Freeman Woodworth, and on the other side by Hugh Barker—together with a house, kitchen and stable, a coach house (*remises*) thereon erected, and dependencies thereto belonging.

2. A lot of land or emplacement situate in the village of Lacolle, in the parish of St. Bernard de Lacolle, being part of lot No. 18, in the 3rd concession of the seigniorie of Lacolle, on the north side of St. Peter street, containing about 40 feet, french measure, in width by ten perches in depth, and forming twenty-three perches four feet in superficies, the whole more or less; bounded on the east by lot number 32, in possession of W. H. Vanvliet, on the north by the cemetery and property of the english church, on the south by the said St. Peter street, and on the west by lot number 43—together with a potash house and stable thereon erected, and all dependencies thereon.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, MARDI, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

C. BAILLIE,  
Syndic. 921 8

Montréal, 5 mars 1873.  
[Première publication, 8 mars 1873.]

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec,  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de Michael Ronayne, William O. Farmer  
et Dame Catherine Julia Champlin, épouse de John  
G. Lynn, faillis ;

et  
La dite Dame Catherine Julia Champlin, une des faillis  
susdits, individuellement.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées entre les mains du soussigné, à son bureau, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, à savoir.

Un emplacement dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, connu comme partie de quatre cent soixante-et-six (466) plan officiel et livre de renvoi du dit quartier et étant la subdivision 466-4 quatre sur le plan officiel et livre de renvoi dûment fait et filé par les syndics et curateurs du dernier testament de feu John Torrance, contenant vingt-neuf pieds et six pouces sur la rue Saint-Antoine, et trente pieds sur la ruelle 466-7, derrière sur toute la profondeur depuis la dite rue jusqu'à la dite ruelle, les dites mesures étant sans garantie—avec une maison en pierre de taille et en brique à deux étages (connue comme numéro quatre, de la place Portland), et une étable en brique dessus construite ; l'acheteur et ses ayants cause aura le droit de passage dans la dite ruelle 466-7 en commun avec les autres qui ont tel droit, mais sans le droit de nuire dans la dite ruelle. L'acheteur n'aura le droit de bâtir qu'à quinze pieds de la rue Saint-Antoine, réservée pour l'élargissement de la dite rue, le dit acheteur ayant droit de recevoir l'indemnité pour les dits quinze pieds quand l'expropriation aura lieu, le tout sujet aux conditions de l'acte de vente exécuté par les syndics et curateurs sur-nommés devant W. F. Lighthall, N. P., le 25 avril 1872.

Pour être vendu, au Palais de Justice, dans la cité de Montréal, dans le district susdit, en la chambre où ont ordinairement lieu les procédures dans les affaires de faillite, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

T. S. BROWN,  
Syndic. 1577 2

Montréal, 23 avril 1873.  
[Première publication, 26 avril 1873.]

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Joseph Noël Cadotte, marchand, de Saint-Hugues, failli.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que l'immeuble ci-après décrit sera vendu aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute opposition afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après la vente.

To be sold, at the church door of the parish of St Bernard de Lacolle, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

C. BAILLIE,  
Assignee. 922 8

Montreal, 5th March, 1873.  
[First published, 8th March, 1873.]

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
In the matter of Michael Ronayne, William O. Farmer  
and Dame Catherine Julia Champlin, wife of John  
G. Lynn, Insolvents ;

and  
The private and individual estate of the said Catherine Julia Champlin, one of the insolvents aforesaid.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned immovables will be sold at the times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of the sale, to wit :

That certain emplacement in the St. Antoine ward of the city of Montreal, known as part of four hundred and sixty-six (466) on the official plan and book of reference of said ward and being subdivision 466-4-four on the official plan and book of reference duly made and filed by the trustees and executors of the last will and testament of the late John Torrance, containing twenty-nine feet six inches on St. Antoine street and thirty feet on the lane 466-7, in rear by all the depth from said street to said lane, said measurements being without warranty—having a two story cut stone and brick house (known as number four of Portland place) and a brick stable thereon erected ; in which lane 466-7 the purchaser, his heirs and assigns shall have the right of passage in common with others who may have such right, but shall have no right to encumber said lane in any manner whatsoever. The purchaser shall have no right to build within fifteen feet of St. Antoine street, which is to be left for the widening thereof when required ; the said purchaser receiving remuneration for such fifteen feet when expropriated for that purpose. Subject to all conditions and stipulations of the deed of sale from the said trustees and executors to the said insolvent, executed before W. F. Lighthall, N. P., on the 25th April, 1872.

To be sold, at the court house, in the city of Montreal, in the district aforesaid, in the room where proceedings in insolvency are usually held, on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

T. S. BROWN,  
Assignee. 1578 2

Montreal, 23rd April, 1873.  
[First published, 26th April, 1873.]

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Joseph Noël Cadotte, of St. Hugues, an Insolvent.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned immovable property will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; and such claims must be filed within six days next after the day of sale herein above mentioned. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge* or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, previous to the fifteen days next preceding the day of sale.

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Hugues (au village) de la contenance de un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesuro précise, borné en front par le chemin public, en arrière par la rue Sainte-Elizabeth, d'un côté par Jean Baptiste Houde et d'autre côté par Joseph Roberge—avec une maison en bois, comprenant magasin, grange, remise, étable, hangar dessus construits.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hugues, JEUDI, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

G. E. MAYRAND,  
Syndic.

Montréal, 23 avril 1873. 1589 2  
[Première publication, 26 avril 1873.]

#### ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Antoine Lambert, fils, commerçant de bois, de Sainte-Clothilde de Horton, failli.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés, seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du Code de Procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire ou afin de charge ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du sousigné, dans le village d'Arthabaskaville, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après la vente.

1. Un morceau de terre de deux acres, trois chaînes de largeur sur vingt-huit acres de profondeur, étant partie du lot de terre numéro deux, dans le troisième rang du township de Horton, dans le comté d'Arthabaska; borné au sud par le quatrième rang du dit township de Horton, au nord par le deuxième rang, au nord-est à Dame veuve Stanislas Doucet ou ses représentants, et au sud-ouest à Joseph Landry ou ses représentants.

2. Un autre compeau de terre étant la partie nord du lot numéro deux, dans le quatrième rang du dit canton de Horton, contenant quatre arpents de largeur au bout qui touche la rivière et trois arpents et trois quarts à l'autre bout; borné d'un bout, au sud, par la dite rivière, et de l'autre, au nord, par le cordon des troisième et quatrième rangs, d'un côté, au sud-ouest, par Joseph Landry, et au nord-est par Evariste Gélinas ou ses représentants—avec maison, grange et écuries y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement au village d'Arthabaskaville, au plus haut enchérisseur, MARDI, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Syndic.

Arthabaskaville, 12 avril 1873. 1513 3  
[Première publication, 26 avril 1873.]

#### Ratifications.

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No. 239.  
*Es parte: John Ross, Requérent ratification.*

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, un acte fait et passé devant William Darling Campbell, notaire public, le quinzième jour de mars mil huit cent soixante-treize, entre John Sharples, marchand, de la cité de Québec, agissant tant en son nom que pour et au nom de ses associés dans le commerce, William Sharples, de Québec susdit, et Henry Sharples, de Liverpool, en Angleterre, tous deux marchands, eux, les dits John Sharples, William Sharples et Henry Sharples, faisant affaires ensemble, à Québec susdit, sous les nom et

An emplacement lying and being in the parish of St. Hugues (in the village), containing half an arpent in front by one arpent in depth, the whole more or less and without warranty of precise measurement; bounded in front by the public road, in rear by St. Elizabeth street, on one side by Jean-Baptiste Houde, and on the other side by Joseph Roberge—with a wooden house and store therein, barn, shed, stable and outbuilding thereon constructed.

To be sold at the church door of the parish of St. Hugues, THURSDAY, the THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

G. E. MAYRAND,  
Assignee.

Montreal, 23rd April, 1873. 1590 2  
[First published, 26th April, 1873.]

#### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Antoine Lambert, of the township of Horton, lumber dealer, an Insolvent.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovables will be sold at the times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, in the village of Arthabaskaville, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of sale, to wit:

1. A parcel of land of two acres and three chains of width, by twenty-eight acres of depth, being part of the lot of land number two in the third range of the township of Horton aforesaid, in the county of Arthabaska, bounded southerly by the fourth range of the said township of Horton, northerly by the second range, north-easterly by Mrs. widow Stanislas Doucet, or her representatives, and south-westerly by Joseph Landry or his representatives.

2. Another parcel of land being the north part of lot number two, in the fourth range of the said township of Horton, containing four acres width at the end thereof adjoining the river and three acres and three fourth of an acre at the other end, bounded at the south end by the said river and at the other end towards the north by the line between the third and fourth ranges, on one side to the south-west by Joseph Landry, and to the north-east by Evariste Gélinas, or his representatives—with a house, barn and stables thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office in the village of Arthabaskaville, at the last and highest bidder, TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,  
Assignee.

Arthabaskaville, 12th April, 1873. 1514 3  
[First published, 26th April, 1873.]

#### Ratifications.

Province of Québec, }  
District of Québec. } *In the Superior Court.*  
No. 239.  
*Es parte: John Ross, Petitioner for letters of Ratification.*

Public Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Québec, a deed made and executed before William Darling Campbell, notary public, on the fifteenth day of March, one thousand eight hundred and seventy-three, between John Sharples, of the city of Québec, merchant, acting as well for himself and in his own name, as for and in the name of his partners in trade, William Sharples, of Québec aforesaid, and Henry Sharples, of Liverpool, in England, merchants, they, the said John Sharples, William Sharples and Henry Sharples, car-

raison de John Sharples, Fils et Cie., d'une part; et John Ross, marchand, de la dite cité de Québec, de l'autre part; étant une vente par les dits John Sharples, William Sharples et Henry Sharples, au dit John Ross, d'un moulin à scier, d'une propriété immobilière et autres biens-fonds en faisant partie, sis et situés dans la paroisse de Sainte-Foye et partie dans la paroisse de Saint-Colombe de Sillery, à l'endroit communément appelé Cap-Rouge, comprenant tout le terrain et tout le lot de grève adjacents à la dite propriété du moulin; le tout étant borné comme suit, savoir: en front, au sud-est, à la rivière Saint-Laurent; en arrière, au nord-ouest, partie à la propriété de John Porter, et partie à la propriété de Pierre Prévost et Dame Adélaïde Paradis, son épouse; d'un côté, au nord-est, partie à Michel Hamel et partie à l'anse ou au lot de grève appartenant au dit John Sharples et autres, connue comme « L'Anse de Sharples »; et de l'autre côté, au sud-ouest, partie au dit John Porter et partie à Henry Lemesurier ou ses représentants; et une autre étendue de terre achetée de Michel Hamel et s'étendant à travers sa terre, depuis la propriété ci-dessus décrite jusqu'à la terre appartenant aux représentants de Demoiselle Jane Tremain, les dites propriétés immobilières ci-dessus décrites ont été en possession de la dite raison sociale de John Sharples, fils et Cie., comme propriétaires, pendant les trois années précédant la date du dit acte de vente, et depuis possédés par le dit John Ross comme propriétaire, lesquelles propriétés immobilières comprennent les divers lots de terre suivants, c'est-à-savoir:

Premièrement.—Un lopin de terre situé dans la paroisse de Sainte-Foye, au lieu appelé communément Cap-Rouge, contenant tout le terrain qu'il peut y avoir depuis le côté nord d'un ruisseau, lequel ruisseau est au-dessus de celui qui court vers la rivière Saint-Laurent, sur la terre de Pierre Prévost, épiciier, et Dame Adélaïde Paradis, son épouse, jusqu'à la marque ordinaire de la marée haute et compris dans les bornes suivantes, savoir: borné au côté nord au résidu du terrain, jusqu'à la propriété du dit Pierre Prévost et son épouse; au côté sud par la dite marque de la marée haute de la rivière Saint-Laurent, au nord-est à Michel Hamel, et partie à MM. Walker et Berry, représentant MM. Ross et Sharples, et au côté sud-ouest partie à Andrew Stewart, et partie à David Burnet ou ses représentants—ensemble la carrière qui se trouve sur le dit lot, et tous titres, droits, privilèges généralement quelconques que le dit Pierre Prévost et sa dite épouse avaient ou pouvaient avoir sur le lot de grève leur appartenant, le neuvième jour de mai mil huit cent cinquante-cinq, en front du lot de terre ci-dessus en dernier lieu décrit depuis la marque de la marée haute jusqu'à la marque de la marée basse de la dite rivière Saint-Laurent; le dit lot de grève borné au nord-est aux dits Messieurs Walker et Berry, et au sud-ouest à David Burnet ou ses représentants, ensemble le droit de passage en tout temps et que Joseph Archer, l'acquéreur d'icelui, le neuvième jour de mai dix-huit cent cinquante-cinq, du dit Pierre Prévost et son épouse, leurs héritiers et ayant cause, pourrait juger à propos d'accorder pour communiquer à la dite carrière en voitures ou autrement, sur le dit chemin qui conduit de la dite carrière, au chemin du Cap Rouge, lequel chemin est fait sur la terre du dit Pierre Prévost, le dit acquéreur Joseph Archer se chargeant lui-même de faire le dit chemin s'il voulait s'en servir pendant l'été.

Deuxièmement.—Un autre lot de terre situé au même endroit, joignant le lot en premier lieu décrit, acquis par le dit Joseph Archer des mêmes vendeurs, par et en vertu d'un acte passé devant Belleau, notaire, et son collègue, de Québec, en date du douzième jour d'août mil huit cent cinquante-sept, lequel dit lot est décrit dans le dit acte comme suit:

Quatre arpents de terre en superficie à être distraits de la terre des vendeurs, sis et situés dans la paroisse de Sainte-Foye, rang appelé « Le Carouge », la dite quantité de terre par le présent vendue, ayant été déjà distraite de la dite terre par les parties, et en conséquence contiendra plus ou moins les dits quatre arpents sans égard à la mesure; le dit lot n'ayant pas été mesuré, mais seulement marqué par deux pierres placées comme bornes par M. Blaiklock, et

rying on business together at Quebec aforesaid, under the name, style and firm of John Sharples Son & Co., of the first part; and John Ross, of the said city of Quebec, merchant, of the second part; being a sale by the said John Sharples, William Sharples and Henry Sharples to the said John Ross, of that certain saw-mill and immoveable property and other premises connected therewith, situate in the parish of St. Foye and partly in the parish of St. Colombe de Sillery, at the place commonly called Cap Rouge, containing all the ground and beach lot adjoining and connected with the said mill property; the whole being bounded as follows, namely: in front, to the south-east, by the river St. Lawrence, in rear, to the north-west, partly by the land of John Porter and partly by the property of Pierre Prévost and Dame Adélaïde Paradis, his wife, on one side, to the north-east, partly by Michel Hamel and partly by the cove and beach lot belonging to the said John Sharples and others, known as Sharples' Cove; and on the other side, to the south-west, partly by the said John Porter and partly by Henry Lemesurier or his representatives, and another piece of land purchased from Michel Hamel and extending through his land from the above described property to the land belonging to the representatives of Miss Jane Tremain, the said above described properties having been possessed by the said firm of John Sharples Son & Co., during the three years preceding the date of the said deed of sale as proprietors, and thence hitherto by the said John Ross as proprietor, and which said immoveable properties comprise the following several lots of land, that is to say:

First.—A certain lot of ground situated in the parish of Ste. Foye, at the place commonly called Cap Rouge, containing all the ground which may be found from the north side of a brook, which brook is above the one which runs towards the river St. Lawrence upon the land of Pierre Prévost, grocer, and Dame Adélaïde Paradis, his wife, down to the ordinary high-water mark, and comprised in the following limits or boundaries, to wit: bounded on the north side by the ground remaining to the said Pierre Prévost and his wife, on the south side by the said high-water mark of the river St. Lawrence; on the north-east by Michel Hamel and partly by Messrs. Walker & Berry, representing Messrs. Ross and Sharples, and on the south-west side partly by Andrew Stuart and partly by David Burnet or his representatives—together with the quarry which is upon the said lot and all the titles, rights and claims generally whatsoever which the said Pierre Prévost and his wife had or might have had and claimed upon the beach lot belonging to them on the ninth day of May, eighteen hundred and fifty-five, in front of the lot of land hereinabove lastly described from the high-water mark to the low water mark of the said river St. Lawrence; the said beach lot bounded on the north-east by the said Messrs. Walker and Berry, and on the south-west side to David Burnet or his representatives, together with the right of passage at any time that Joseph Archer, the purchaser thereof on the said ninth day of May, eighteen hundred and fifty-five, from the said Pierre Prévost and his wife, his heirs and assigns, might think proper to communicate to or upon the said quarry with vehicle and other carriages or otherwise, in the said road leading from the said quarry to the main road of Cap Rouge road, which road is made upon the land of the said Pierre Prévost, the said purchaser, Joseph Archer, binding himself to make the said road if he should wish to use the same during the summer.

Secondly.—Another lot of land situated at the same place, adjoining the lot firstly described, acquired by the said Joseph Archer from the same vendors, under and by virtue of a deed passed before Belleau, of Quebec, notary, and his colleague, and bearing date the twelfth day of August, one thousand eight hundred and fifty-seven, which said lot is described in the said deed as follows: Four superficial arpents of ground to be distracted of and from the land of the vendors, situated, lying and being in the parish of Ste. Foye range called Le Carouge, said quantity of ground hereby sold having already been marked out and distracted from the said land by the parties, and will and shall therefore contain more or less than four superficial arpents, without any reference to measurement, the same having not been measured, but as

sera borné en front au sud par l'acquéreur, en arrière au nord, aux vendeurs, à l'est à Michel Hamel, fils, et à l'ouest à Andrew Stuart, avocat, et le front de la dite étendue de terre sera de la largeur de la dite propriété même, c'est à savoir, s'étendra de la clôture de ligne du dit Michel Hamel et s'étendra et se terminera à la propriété du dit Andrew Stuart—circonstances et dépendances.»

Troisièmement.—Un autre lopin de terre acquis par le dit Joseph Archer de Andrew Stuart, écuyer, pour fins spéciales et sujet aux restrictions et conditions contenues dans l'acte de vente en vertu d'un acte de vente devant Belleau et collègue, notaires, daté de Québec, le vingt-septième jour d'août mil huit cent cinquante-sept, le dit lot étant décrit dans le dit acte comme suit : « un arpent de terre situé au Cap Rouge, entre les caps, à ou vers l'extrémité de la propriété du dit Andrew Stuart, tel que le tout est plus particulièrement décrit sur le plan d'icelui fait par F. W. Blaiklock, écuyer, arpenteur provincial, et annexé au dit acte pour renseignement et en faisant partie, signé par les parties. »

Quatrièmement.—Un autre lot de terre acquis par le dit Joseph Archer de James Bell Forsyth, en vertu d'un acte de vente par ce dernier, agissant tant pour lui-même et comme procureur de Eureka Forsyth, épouse de William Forsyth Grant, aussi comme procureur du dit William Forsyth Grant, le dit acte daté à Québec, le treizième jour de novembre mil huit cent cinquante-sept, lequel lot de terre est décrit dans le dit acte comme suit :

« Une étendue de terre sise et située à l'endroit appelé Cap Rouge, dans la paroisse de Sainte-Foye, seigneurie de Sillery, dans les comté et district de Québec, contenant deux arpents et deux perches de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la ligne qui a été marquée sur les arbres et exactement établie par des bornes en pierre au nord et jusqu'à la rivière Saint-Laurent, au sud, ayant une profondeur d'environ deux arpents plus ou moins, le tout borné à une extrémité, vers le nord à Andrew Stuart, écuyer, représentant Olivier Villaire, et à l'autre extrémité vers le sud, à la rivière Saint-Laurent, joignant au nord-est, le dit acquéreur, représentant les héritiers de feu Charles Paradis, et au sud-ouest aux représentants de feu David Burnet, écuyer, comme représentant Wilson, qui représente John Porter, écuyer—ensemble toutes les bâtisses sus construites, améliorations faites, et toutes circonstances et dépendances, sans réserve ni exception quelconques. »

Cinquièmement.—Un autre lopin de terre appartenant au dit Joseph Archer (avant l'acquisition d'icelui par le dit John Ross des dits John Sharples, Fils et Cie.) comme l'ayant acquise de Michel Hamel, fils, juge de paix de Sainte-Foye, par et en vertu d'un acte de vente devant Belleau et collègue, notaires, en date du vingt-sixième jour de novembre mil huit cent cinquante-huit, lequel dit lot est décrit comme suit :

« Une étendue de terre dans la dite paroisse de Sainte-Foye, située au sud-est du chemin Saint-Louis, bornée comme suit : d'un côté au nord-est à la propriété de Demoiselle Jane Tremain, de l'autre côté au sud-ouest à la propriété du dit Joseph Archer, en front, au sud-est, en arrière et au nord-ouest à la propriété du dit Michel Hamel, fils, la dite étendue de terre commençant à la ligne de division entre la propriété de la dite Jane Tremain et Michel Hamel, fils, et courant de là dans une direction sud-ouest, à travers la propriété du dit Michel Hamel, jusqu'à la ligne de division entre la propriété du dit Michel Hamel et les représentants de Charles Paradis, ayant deux perches de largeur sur environ quarante-une perches et quatorze pieds de longueur—ensemble un emplacement ou lot à bâtir de trente pieds de largeur sur quarante pieds de profondeur, le dit emplacement étant situé au sud-est de l'étendue de terre sus désignée et à douze perches sud-ouest de la ligne de division entre la propriété de Dlle Jane Tremain et le dit Michel Hamel, fils ; la superficie des dites deux étendues de terre étant de quatre-vingt-sept perches

marked out by two stones fixed as *bornes*, by Mr. Blaiklock, and be bounded in front, to the south, by the purchaser; in rear, to the north, by the vendors, to the east by Michel Hamel, junior, and to the west by Andrew Stuart, advocate, and the front of the said piece of ground will and shall consist of the width of the said land itself, that is to say, will extend from the line fence of the said Michel Hamel and reach to and end at the said Andrew Stuart's—circumstances and dependencies. »

Thirdly.—Another lot of ground acquired by the said Joseph Archer from Andrew Stuart, esquire, for the special purposes, and subject to the restrictions and conditions contained in the deed of sale, under a deed of sale, before Belleau and colleague, notaries, bearing date at Quebec, the twenty-seventh day of August, one thousand eight hundred and fifty-seven, the said lot being described in the said deed as follows : « An arpent of land situated at Cap Rouge, between the Capes, in or about the extremity of the property of him, the said Andrew Stuart, as the whole is now amply described and set forth on the plan thereof made and drawn by F. W. Blaiklock, esquire, provincial land surveyor, annexed to the said deed for reference and forming part thereof, signed by the parties thereto. »

Fourthly.—Another lot of ground acquired by the said Joseph Archer from James Bell Forsyth, under a deed of sale by the latter acting for himself, and as the attorney of Eureka Forsyth, wife of William Forsyth Grant and as the attorney of the said William Forsyth Grant, the said deed bearing date at Quebec, the thirteenth day of November, one thousand eight hundred and fifty-seven, which lot of ground is described in the said deed as follows :

« A lot or parcel of land situated, lying, and being at the place called Cap Rouge, in the parish of Ste. Foye, seigniory of Sillery, in the county and district of Quebec, containing two arpents and two perches in width, more or less, by the depth which may be found from the line which was blazed on the trees and which has been properly established by stone boundaries on the north and to the river St. Lawrence, on the south being a depth of about two arpents, more or less, the whole bounded at one end towards the north by Andrew Stuart, esquire, representing Olivier Villaire, and at the other end towards the south by the river St. Lawrence, joining on the north-east side to the said purchaser representing the heirs of the late Charles Paradis, and on the south-west side by the representatives of the late David Burnet, esquire, as representing Wilson, who represented John Porter, esquire—together with all the buildings and improvements thereon existing, and all circumstances, dependencies and accessories thereunto belonging, without any reserves or exceptions whatever. »

Fifthly.—Another lot of ground belonging to the said Joseph Archer, (before the acquisition thereof by the said John Ross from the said John Sharples, Son & Co.) as having acquired the same from Michel Hamel, junior, of Ste. Foye, justice of the peace, under and by virtue of a deed of sale, before Belleau and colleague, notaries, bearing date the twenty-sixth day of November, one thousand eight hundred and fifty-eight, which said lot is described as follows :

« A certain piece of land in the parish of Ste. Foye aforesaid, situated to the south-east of the St. Louis road, bounded and abutted as follows: on one side to the north-east by the property of Miss Jane Tremain, on the other side to the south-west by the property of the said Joseph Archer, in front to the south-east, and in rear to the north-west by the property of the said Michel Hamel, junior, the said piece of ground beginning at the division line between the property of the said Jane Tremain and Michel Hamel, junior, and running thence in a south-west direction across the property of the aforesaid Michel Hamel, to the division line between the property of the said Michel Hamel and the representatives of Charles Paradis, being two perches in width, by about forty-one perches and fourteen feet in length—together with an emplacement or building lot thirty feet wide by forty feet in depth, the said emplacement being situated to the south-east of the above described piece of land and at twelve perches, south-west from the division line of the property of Miss Jane Tremain and the said Michel Hamel, junior, the area of the two

et quatre vingts pieds en superficie, mesure française, le tout maintenant particulièrement désigné sur le plan figuratif fait par le dit F. Blaiklock, arpenteur provincial, par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, K, A.

Sixièmement et dernièrement.—Tout ce lot de grève, toute cette étendue de terre sis et situés au lieu appelé Cap Rouge, dans la seigneurie de Sillery, borné comme suit : en front, au sud-est, à la marque de la marée basse de la rivière Saint-Laurent, en arrière au nord-ouest, à la marque de la marée haute, au sud-ouest à la borne nord-est du lot de grève concédé à Henry Lemesurier, fils, par acte de vente en date du vingt-cinquième jour de juillet mil huit cent cinquante-cinq, fait par l'honorable Joseph Cauchon, commissaire des terres de la couronne, devant Louis Panet, notaire public, au nord-est la ligne ou borne sud-ouest du lot de grève concédé à Messieurs Ross et Sharples, par lettres patentes en date du vingt-un février mil huit cent quarante-huit, maintenant en possession de Messieurs Walker et Berry, de Kingston, commençant à la dite marque de la marée haute, à l'angle nord-est du lot de grève concédé comme susdit à Henry Lemesurier, fils, comme au point A sur le plan annexé à l'acte ci-après mentionné ; de là, le long de l'alignement nord-est du dit lot de grève, sud, quarante degrés quinze minutes est, (astronomiquement) cent dix pieds, mesure anglaise, jusqu'à la marque de la marée basse comme à B ; de là, suivant la marque de la marée basse jusqu'à son intersection avec la ligne ou borne sud-ouest du lot de grève concédé comme susdit à Messieurs Ross et Sharples, par lettres-patentes comme susdit, comme à C ; de là le long de la dite ligne du dit lot de grève, nord, quarante-un degrés quinze minutes ouest, cent cinquante-un pieds plus ou moins, jusqu'à la marque de la marée haute comme à D ; de là, le long de la marque de la marée haute, sud-ouest, jusqu'au lieu du départ, comme à A. Le lot de grève ainsi circonscrit contenant une superficie de soixante-treize mille sept cent pieds plus ou moins, mesure anglaise ; le dit lot est sujet au paiement à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, d'une rente annuelle, *rente constituée annuelle et perpétuelle*, de dix louis, seize chelins et trois deniers courant, représentant le capital de cent quatre-vingts louis quatre chelins et huit deniers courant, suivant l'acte de vente d'icelui, du commissaire des terres de la couronne.

Aussi un lopin de terre situé dans la seigneurie de Sillery, paroisse de Saint-Columban, dans le comté de Québec, formant partie de la propriété connue *Anse Victoria*, sur la rive nord de la rivière Saint-Laurent, comprenant environ neuf cents pieds de largeur le long de la marque de la marée haute de la rivière Saint-Laurent, sur telle profondeur qui peut être trouvée depuis le chemin à barrière de la grève au nord, courant sud jusqu'à ce qu'il atteigne l'endroit où l'eau à vingt pieds de profondeur à la marée basse dans la rivière Saint-Laurent, ou tel que représenté sur le plan figuratif annexé aux lettres-patentes octroyant icelui à Thomas Wilson, en date du quatre août mil huit cent cinquante-cinq, le tout borné au côté est à la ligne de division entre la dite Anse Victoria et la propriété de John Archer ou ses représentants, et au côté sud-ouest au long quai existant maintenant, et à une ligne à être tirée parallèle à la dite ligne est, partant du coin sud-est du dit long quai jusqu'à ce qu'elle parvienne à l'endroit où l'eau à vingt pieds de profondeur à la marée basse, avec le droit de se servir en commun avec toutes les parties y ayant un droit, du chemin qui conduit du chemin Saint-Louis à la dite Anse Victoria, et en outre avec le droit en faveur de l'acquéreur de fixer une chaîne en fer coulée au dit long quai pour être employée pour amarrer les arcs-boutants (*booms*) avec des chaînes tel que fait maintenant. Le dit lot étant sujet à une réserve en faveur de Dame Catherine Lane veuve Rockett, de se servir de la grève et de l'eau jusqu'à l'étendue de cinquante-cinq pieds de largeur depuis la face est du dit long quai à travers tout le côté d'icelui pour permettre à tous bat-aux ou autre embarcation de venir au dit quai et d'en repartir, de charger ou décharger toutes sortes de bois ou autres choses et aussi le droit en commun avec le dit John Ross, de permettre à tous vaisseaux de amarrer avec des grelins au rocher sur la grève de la propriété maintenant vendue, lequel rocher est maintenant employé pour telles fins.

said pieces of land being eighty-seven perches and eighty feet superficial, french measure, the whole now particularly designated on the figurative plan drawn by the said F. Blaiklock, provincial land surveyor, by the letters A, B, C, D, E, F, G, H, I, K, A.

Sixthly and lastly.—All that certain beachlot, tract, piece or parcel of land situated, lying and being at the place called Cap Rouge, in the seigniorly of Sillery, bounded as follows : in front on the south-east by low water mark of the river St. Lawrence, in rear on the north-west by high water mark, on the south-west by the north-easterly limit of a beach lot granted to Henry Lemesurier, junior, by deed of sale, dated the twenty-fifth day of July, one thousand eight hundred and fifty-five, executed by the Honorable Joseph Cauchon, Commissioner of Crown Lands, before Louis Panet, notary public, on the north-east by the south-westerly line or limit of a beach lot granted to Messrs. Ross and Sharples, by patent dated the twenty-first February, one thousand eight hundred and forty-eight, now in possession of Messrs. Walker and Berry, of Kingston, beginning at high water mark aforesaid, at the north-easterly angle of the beach lot granted as aforesaid, to Henry Lemesurier, junior, as the point A on the plan annexed to the deed hereinafter mentioned, thence along the north-easterly alignment of the said beach lot, south forty degrees fifteen minutes, east (astronomically) one hundred and ten feet, english measure, to low water mark as at B, thence following low water to its intersection with the south-westerly line or limit of the beach lot granted as aforesaid to Messrs. Ross and Sharples, by patent as aforesaid, as at C, thence along the said line of the said beach lot, north forty-one degrees fifteen minutes, west one hundred and fifty-one feet, more or less, to high water as at D, thence along high water mark, south-westerly to the place of beginning as at A. The beach lot thus circumscribed containing a superficial area of seventy-three thousand seven hundred feet, more or less, english measure, the said lot is subject to the payment to Her Majesty, her heirs and successors of an annual rent, *rente constituée annuelle et perpétuelle*, of ten pounds sixteen shillings and three pence currency, representing the capital sum of one hundred and eighty pounds four shillings and eight pence currency, in accordance with the deed of sale of the same from the Commissioner of Crown Lands.

Also a certain lot of ground situated in the seigniorly of Sillery, and parish of St. Columba, in the county of Quebec, forming part of the property known as Victoria Cove on the northern bank of the river St. Lawrence, comprising about nine hundred feet in width along the high water mark of the river St. Lawrence, by such depth as may be found from the beach turnpike road on the north, running south till it reaches to where the water is twenty feet deep at low tide in the river St. Lawrence, or as represented on the figurative plan annexed to the letters patent granting the same to Thomas Wilson, dated on the fourth of August, one thousand eight hundred and fifty-five, the whole bounded on the easterly side by the line of division between the said Victoria Cove and the property of Joseph Archer or his representatives, and on the south-west side by the long wharf now existing and a line to be drawn parallel to the said easterly line, starting from the south-easterly corner of the said long wharf till it reaches to where the water is twenty feet deep at low water, together with the right of using in common with all the parties having a right thereto, the road leading from the St. Lewis road to the said Victoria Cove and further the right to the said purchaser to fasten a sunken iron chain to the said long wharf to be used for moving his booms with chains as now used, the said lot being subject to a reservation in favour of Mrs. Catherine Lane, widow Rockett, to use beach and water to the extent of fifty-five feet in width from the easterly face of the said long wharf through the whole side thereof for the purpose of causing all batteaux or other craft to come to or go from the said wharf, to load or unload all sorts of lumber or other things, and also the right in common with the said John Ross to cause all vessels to moor with hawsers to the rock on the beach of the property now sold which rock is now used for such purposes of mooring.

Le dit lot ci dessus en dernier décrit est sujet à toutes les conditions stipulées dans le dit acte de vente d'icelui de la dite Catherine Lane, veuve Rockett, et spécialement à la servitude en faveur du dit John Porter, ses héritiers et ayans cause, à toujours créée en sa faveur par un acte de vente de lui à Thomas Wilson, et y décrit comme suit : " le droit d'entrée et de sortie de la manière la plus entière en faveur du dit John Porter, ses héritiers et ayans cause, à toujours, depuis le dit lot jusqu'à la dite rivière Saint-Laurent, pour tous ouvrages concernant la carrière du dit John Porter, située le long de la ligne marquée sur le plan annexé au dit acte de vente avec les lettres A, B, C, D, E, et toute partie d'icelle et aussi le droit en faveur du dit John Porter, ses héritiers et ayant cause, à toujours, d'entrée et de sortie à travers la propriété ainsi vendue au dit Thomas Wilson comme susdit, pour toutes fins légales jusqu'à et depuis la rivière Saint-Laurent, depuis et jusqu'à la propriété du dit John Porter, située le long et au-dessus de la propriété vendue par le dit John Porter au dit Thomas Wilson."

Sujet aussi sur la part du dit John Ross au paiement à la dite Catherine Lane, veuve Rockett, de la proportion d'une rente annuelle de cinquante-deux piastres par année dues au gouvernement, laquelle étendue en superficies du lot ci-dessus en dernier lieu décrit, porte toute la superficie de la dite Anse Victoria depuis le premier jour de mars dix-huit cent soixante-treize ; le dit lot ci-dessus en dernier lieu décrit, ayant été en possession pendant les trois années précédentes à cette date des propriétaires suivants, savoir : par feu James Rockett et ses représentants, jusqu'au dix-septième jour de juin mil huit cent soixante-douze ; delà, jusqu'au quinziesme jour de mars mil huit cent soixante-treize par John Sharples, William Sharples et Henry Sharples, associés comme susdit, sous le nom de John Sharples, fils et compagnie, et depuis la date en dernier lieu mentionnée par le dit requérant John Ross.

Et toutes personnes qui auraient ou prétendraient avoir quelque privilège ou hypothèque en vertu d'autre titre ou par quelque moyen que ce soit, sur le dit lot de terre et prémisses immédiatement avant et dans le même temps qu'ils ont été acquis par le dit John Ross, sont par le présent notifiés qu'il sera présenté à la dite cour, le deuxième jour de septembre prochain, une demande en ratification, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du chapitre trente-six des Statuts Refondus du Bas-Canada, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas en vertu du dit acte, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire huit jours au moins avant ce jour là, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. R. DUFRESNE,

Greffe du Protonotaire, Québec, 22 avril 1873.  
[Première publication, 26 avril 1873.]

Dép. P. C. S.  
1517

The said lot hereinabove lastly described is subject to all and singular the conditions contained in the said deed of sale of the same from the said Catherine Lane, widow Rockett, and particularly to the servitude in favor of the said John Porter, his heirs and assigns for ever, created in his favor in and by a certain deed of sale from him to Thomas Wilson, and described therein as follows : "The right of ingress and egress to the said John Porter, his heirs and assigns for ever in the fullest manner from and to the said river St. Lawrence for all and every the purposes of working the quarries of him, the said John Porter, situated along the line marked on the plan annexed to the said deed of sale, with the letters A, B, C, D, E, and every part thereof, and also the right in favor of the said John Porter, his heirs and assigns, forever, of ingress and egress by and through the property so sold to the said Thomas Wilson as aforesaid, for all lawful purposes, to and from the river St. Lawrence, from and to the property of him, the said John Porter, situated along and above the property sold by the said John Porter to the said Thomas Wilson."

Subject also on the part of the said John Ross, to his paying to the said Catherine Lane, widow Rockett, the proportion of the yearly rent of fifty-two dollars per annum, due to the Government, which the superficial area of the lot hereinabove lastly described bears to the whole area of the said Victoria Cove, from the first day of March, eighteen hundred and seventy-three ; the said lot hereinabove lastly described having been possessed for the last three years previous to this date by the following proprietors, to wit : by the late James Rockett and his representatives, down to the seventeenth day of June, eighteen hundred and seventy-two ; thence to the fifteenth day of March, eighteen hundred and seventy-three, by John Sharples, William Sharples and Henry Sharples, partners as aforesaid, under the firm of John Sharples Son & Co., and from the said last mentioned date by the said petitioner, John Ross.

And all persons who have or claim to have any privilege or hypothec under any title or by any means whatsoever in or upon the said lot of land and premisses immediately previous and at the time the same was acquired by the said John Ross, are hereby notified that application will be made to the said court on the second day of September next, for a judgment of confirmation, and that unless their claims are such as the Registrar is bound by the provisions of chapter thirty-six of the Consolidated Statutes of Lower Canada, to include in his certificate to be filed in this case under the said act, they are hereby required to signify in writing their oppositions, and file the same in the office of the said Prothonotary, eight days at least before the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. R. DUFRESNE,

Prothonotary's Office, Québec, 22nd April, 1873.  
[First published, 26th April, 1873.]

Dep. P. S. C.  
1518

## Ventes par le Shérif.—Arthabaska.

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Braf.

## Sheriff's Sales.—Arthabaska.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH DUGUAY, Deman-  
No. 954. } deur; contre JOSEPH  
DIONNE, Défendeur :

Une terre étant le lot numéro premier de la Longue Pointe de Wickham, de forme irrégulière, contenant cent cinquante acres en superficie; bornée par le côté nord-est, à la rivière Saint-François, formant un circuit, par le sud-ouest, à J. B. Pelletier et Alfred Connolly, par le sud, à Félix Proulx, et à l'anse que vient former le circuit de la rivière, et du côté nord, à Cléophas Dionne—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain.

CHARLES J. POWELL,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, le 5 mars 1873. 981 2  
[Première publication, 15 mars 1873 ]

## FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH DUGUAY, De-  
No. 7472. } mandeur; contre CLEO-  
PHAS DIONNE, Défendeur.

1. Un morceau de terre faisant partie du lot numéro trois dans la Longue Pointe du deuxième rang du canton de Wickham; borné d'un bout à la rivière St. François, de l'autre à la propriété de Félix Connolly, dans le premier rang du dit canton, d'un côté, au nord, par le lot numéro quatre, appartenant à Charles Lindsay, et de l'autre côté, au sud, par Joseph Dionne, fils de Lucien, et contenant environ cinquante arpents en superficie.

2. La moitié sud de la moitié nord du lot numéro six, dans le second rang du dit canton de Wickham.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain.

CHARLES J. POWELL,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, le 5 mars 1873. 975 2  
[Première publication, 15 mars 1873.]

## FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH DUGUAY, Plaintiff;  
No. 954. } against JOSEPH DIONNE,  
Defendant.

A land being lot number one of Longue Pointe de Wickham, of irregular outline, containing one hundred and fifty acres in extent; bounded on the north-east side by the river St. Francis, forming a circuit, on the south-west by J. B. Pelletier and Alfred Connolly, south by Félix Proulx, and the cove forming the circuit of the river, and on the north side by Cléophas Dionne—with the buildings thereon erected.

To be sold, at the registry office of the county of Drummond, at Drummondville, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of July next.

CHARLES J. POWELL,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th March, 1873. 982 2  
[First published, 15th March, 1873.]

## FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH DUGUAY, Plaintiff;  
No. 7472. } against CLEOPHAS  
DIONNE, Defendant:

1. A piece of land forming part of lot number three in the Longue Pointe, of the second range of township Wickham, bounded at one end by the river St. Francis, on the other by the property of Félix Connolly, in the first range of the said township, on one side to the north by lot number four, belonging to Charles Lindsay, and on the other side to the south by Joseph Dionne, son of Lucien, and containing about fifty arpents in extent.

2. The south half of the north half of lot number six in the second range of township Wickham.

To be sold at the registry office for the county of Drummond, at Drummondville, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-eighth day of July next.

CHARLES J. POWELL,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th March, 1873. 976 2  
[First published, 15th March, 1873.]

## Ventes par le Shérif.—Bedford.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## VENDITIONI EXPONAS.

Dans la Cour Supérieure pour le Bas-Canada, district de Montréal.

Bedford, à savoir : } WILLIAM W. STUART, de  
No 671. } la cité de Montréal, dans  
le district de Montréal, écuyer, marchand à commis-  
sion, Demandeur; contre les terres et tenements de  
JAMES FOLEY, écuyer, marchand du même lieu,  
Défendeur.

Les mines, minerais, minéraux, couches et veines, droits de mines, droits de passage, droits de creuser des puits, et d'enlever les minéraux, minerais et matière minérale, des lots suivants, c'est-à-savoir :

1° La moitié est du lot numéro neuf dans le onzième rang, cent acres.

2° La moitié ouest du lot numéro onze dans le onzième rang, cent acres.

## Sheriff's Sales.—Bedford.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charger, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## VENDITIONI EXPONAS.

In the Superior Court for Lower Canada, District of Montréal.

Bedford, to wit: } WILLIAM W. STUART, of the  
No. 671. } city of Montreal, in the  
district of Montreal, esquire, commission merchant,  
Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES  
FOLEY, of the same place, esquire, merchant, Defen-  
dant.

The mines, ores, minerals, seams and veins, mining rights, rights of way and sinking shafts, and removing of minerals, ores and stuff in and upon and under the following lots, that is to say :

1° The east half of lot number nine, in the eleventh range, one hundred acres.

2° The west half of lot number eleven, in the eleventh range, one hundred acres.

3° Le quart ouest du lot numéro neuf dans le onzième rang, cinquante acres.

4° Le lot numéro dix dans le onzième rang, deux cents acres.

5° La moitié sud du lot numéro dix dans le neuvième rang, cent acres.

6° Le quart sud-ouest du lot numéro onze dans le neuvième rang, cinquante acres.

7° La moitié nord du lot numéro neuf dans le huitième rang, cent acres.

8° La partie sud du lot numéro neuf dans le neuvième rang, cinquante acres.

9° L'extrémité nord de la moitié ouest du lot numéro onze dans le huitième rang, quinze acres.

10° La partie sud-ouest de la moitié nord du lot numéro quatre dans le huitième rang, vingt-cinq acres.

11° Le quart nord-ouest du lot numéro huit dans le onzième rang, cinquante acres.

12° La moitié nord de la moitié sud du lot numéro huit dans le onzième rang, cinquante acres,—tous situés dans le canton de Sutton, comté de Brôme, district de Bedford.

13° La partie sud-ouest du lot numéro un dans le quatrième rang, cinquante acres.

14° Le quart nord-ouest du lot numéro un dans le quatrième rang, cinquante acres.

15° La partie ouest de la moitié est du lot numéro deux dans le quatrième rang, vingt-cinq acres.

16° La partie ouest de la moitié est du lot numéro trois dans le quatrième rang, vingt-cinq acres.

17° La partie est de la moitié ouest du lot numéro trois dans le quatrième rang, vingt-cinq acres.

18° La moitié est du lot numéro un dans le quatrième rang, cent acres,—tous situés dans le canton de Brôme, dans le comté de Brôme, district de Bedford.

19° La moitié ouest du lot numéro vingt-six dans le sixième rang du canton de Bolton, dans le comté de Brôme, district de Bedford.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Brôme, à Knowlton, dans le canton de Brôme, dans le district de Bedford, VENDREDI, le SEIZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de mai prochain.

P. COWAN,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Nelsonville, 23 avril 1873.

1667

[Première publication, 3 mai 1873.]

3° The west quarter of lot number nine, in the eleventh range, fifty acres.

4° Lot number ten, in the eleventh range, two hundred acres.

5° The south half of lot number ten, in the ninth range, one hundred acres.

6° The south-west quarter of lot number eleven, in the ninth range, fifty acres.

7° The north half of lot number nine, in the eighth range, one hundred acres.

8° The south part of lot number nine, in the ninth range, fifty acres.

9° The north end of the west half of lot number eleven, in the eighth range, fifteen acres.

10° The south-west part of the north half of lot number four, in the eighth range, twenty-five acres.

11° The north-west quarter of lot number eight, in the eleventh range, fifty acres.

12° The north half of the south half of lot number eight, in the eleventh range, fifty acres,—all in the township of Sutton, in the county of Brome and district of Bedford.

13° The south-west part of lot number one, in the fourth range, fifty acres.

14° The north-west quarter of lot number one, in the fourth range, fifty acres.

15° The west part of the east half of lot number two, in the fourth range, twenty-five acres.

16° The west part of the east half of lot number three, in the fourth range, twenty-five acres.

17° The easterly part of the west half of lot number three, in the fourth range, twenty-five acres.

18° The east half of lot number one, in the fourth range, one hundred acres,—all in the township of Brome, in the county of Brome, district of Bedford.

19° The west half of lot number twenty-six, in the sixth range of the township of Bolton, in the county of Brome and district of Bedford.

To be sold at the office of the registrar for the county of Brome, at Knowlton, in the township of Brome, in the district of Bedford, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of MAY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said Writ returnable the twenty-third day of May next.

P. COWAN,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Nelsonville, 23rd April, 1873.

1668

[First published, 3rd May, 1873.]

## Ventes par le Shérif.—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné, que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps, dans les six jours qui suivront le rapport du Bref.

### VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } L'HONORABLE ROBERT No. 170. } JONES, Demandeur; vs. VALFROY VINCELETTE et al., Défendeurs.

2. Un autre lot de terre situé dans le village de Christeville; mesurant trente-six pieds de front, sur deux cent seize pieds de profondeur, borné en front par la rue Napier, en arrière par la rue Christie, au nord par la rue Edmond, et au sud par le dit Valfroy Vincelette—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

3. Un autre lot de terre situé au dit village de Christeville, mesurant trente-six pieds de front sur deux cent seize pieds de profondeur; borné en front par la rue Napier, en profondeur par la rue Christie, d'un côté au nord par le lot ci-dessus décrit comme

## Sheriff's Sales—Iberville.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

### VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Iberville.

St. Johns, to wit: } THE HONORABLE ROBERT No. 170. } JONES, Plaintiff; vs. VALFROY VINCELETTE, et al., Defendants.

2. Another lot of land situate in the said village of Christeville, measuring thirty-six feet in front by two hundred and sixteen feet in depth; bounded in front by Napier street, in rear by Christie street, to the north by Edmond street, and to the south by the said Valfroy Vincelette—with a house and other buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate in the said village of Christeville, measuring thirty-six feet in front by two hundred and sixteen feet in depth; bounded in front by Napier street, in depth by Christie street, on one side to the north by the lot hereinbefore described as

No. 2, et d'autre côté au sud par le dit Valfroy Vincelette et Joseph Charland—avec une maison en briques et autres bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-et-unième jour de mai prochain.

CHS. NOLIN,  
Député Shérif.

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 26 avril 1873. 1647  
[Première publication, 3 mai 1873.]

**ALIAS VENDITIONI EXPONAS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } L'HONORABLE ROBERT  
No. 120. } L' JONES, Demandeur; vs. JOSEPH PIEDALUE, Défendeur.

4. Une autre terre située dans les mêmes concession, seigneurie et paroisse que celles ci-devant décrites, mesurant cinquante-six arpents en superficie, plus ou moins; connue et désignée sous le numéro onze; bornée en front par la première concession de la petite rivière Montréal, en arrière par la troisième concession, d'un côté au nord par la terre ci-dessus décrite en troisième lieu, et d'autre côté au sud par François Bourassa, fils, ou son représentant—sans bâties.

A être vendue la dite terre suivant jugement rendu en cette cause le vingt-et-un novembre dernier, le dit jugement ordonnant que la vente des immeubles Nos. 2, 3 et 4 saisis en cette cause, seront vendus suivant l'ordre dans lequel ils ont été saisis, mais à la charge et sujets au douaire coutumier consistant dans la moitié des dits immeubles en faveur des enfants issus du mariage entre le défendeur et opposant et Eulalie Bonneau, son épouse, décédée.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-et-unième jour de mai prochain.

CHS. NOLIN,  
Député Shérif.

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 26 avril 1873. 1649  
[Première publication, 3 mai 1873.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

St. Jean, à savoir : } ROMUALD TASSE, Deman-  
No. 144. } R deur; vs. FRANÇOIS SIMARD, Défendeur.

Comme appartenant au dit Défendeur.

Un certain morceau ou lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Sébastien, (ci-devant faisant partie de la paroisse de Saint-George de Henryville), dans le district d'Iberville, connu et désigné par la moitié sud du lot numéro deux de la cinquième concession de la seigneurie de Noyan, de la contenance de deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné à l'est en front au chemin du rang des Dusseau ou la sixième concession de la dite seigneurie, à l'ouest à l'arrière, au terrain de Luc Fortin, d'un côté au sud au lot numéro un, la propriété des représentants de Joseph Simard, et de l'autre côté au nord à la moitié nord du dit lot numéro deux, la propriété de Laurent Breault ou ses représentants—avec toutes les bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sébastien, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour d'août prochain.

CHS. NOLIN,  
Dép. Shérif.

Bureau du Shérif,  
St. Jean, le 1er mars 1873. 957 2  
[Première publication, 15 mars 1873.]

**Ventes par le Shérif.—Joliette.**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistra-

No. 2, and in the other side to the south by the said Valfroy Vincelette and Joseph Charland—with a brick house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Athanase, on the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said Writ returnable on the thirty-first day of May next.

CHS. NOLIN,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
St. Johns, 26th April, 1873. 1648  
[First published, 3rd May, 1873.]

**ALIAS VENDITIONI EXPONAS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

St. Johns, to wit : } THE HONORABLE ROBERT  
No. 120. } T JONES, Plaintiff; vs. JOSEPH PIEDALUE, Defendant.

4. Another farm lying and situate in the same concession, seigniorie and parish as the farm above described, measuring fifty-six arpents in superficies, more or less, known and designated under number eleven; bounded in front by the first concession of the little river Montreal, in rear by the third concession of the little river Montreal, on one side to the north by the land hereinabove described in third place, and on the other side to the south by François Bourassa, junior, or representatives—without any buildings.

To be sold the said farm according to the judgment rendered in this cause the twenty-first day of November last, ordering the sale of the immovables Nos. 2, 3 and 4 seized in this cause, to be sold in the same manner as they have been seized, but subject and to the charge of the *douaire coutumier* consisting of the half of said immovables in favor of the children issued of the marriage between the defendant and opposant and Eulalie Bonneau his wife, deceased.

To be sold at the church door of the parish of St. Marguerite de Blairfindie, on the NINETEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said Writ returnable on the thirty-first day of May next.

CHS. NOLIN,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
St Johns, 26th April, 1873. 1650  
[First published, 3rd May, 1873.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

St. Johns, to wit : } ROMUALD TASSE, Plaintiff;  
No. 144. } R vs. FRANÇOIS SIMARD, Defendant.

As belonging to the said Defendant:

A certain lot of land lying and situate in the parish of St. Sébastien (being heretofore a part of the parish of St. George de Henryville), in the district of Iberville, known and designated as the south half of lot number two of the fifth concession of the seigniorie of Noyan, containing two arpents in front by twenty-eight arpents in depth, the whole more or less; bounded in front to the east by the road of the Rang des Dusseau or the sixth concession of the said seigniorie, to the west in rear by the ground belonging to Luc Fortin, on one side to the south by the lot number one, the property of the representatives of Joseph Simard, and on the other side to the north by the north half of said lot number two, the property of Laurent Breault or representatives—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Sébastien, the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said Writ returnable on the eleventh day of August next.

CHS. NOLIN,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
St. Johns, 1st March, 1873. 958 2  
[First published, 15th March, 1873.]

**Sheriff's Sales.—Joliette.**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS AND TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to in-

leur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditions Éponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jureur.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

No. 478. } DAME H. C. J. DUCHESNAY et al.,  
Demandeurs; vs. ALFRED VIENNE,  
Défendeur.

1. Un tiers indivis de toutes les rentes constituées, représentant les cens et rentes en vertu de l'acte seigneurial consolidé, payable par les propriétaires des terres concédées dans cette partie du fief Martel, relevant de la seigneurie de l'Assomption, dans le district de Joliette, suivant cadastre numéro 82, de la contenance la dite partie du dit fief Martel de vingt-deux arpents de largeur sur deux lieues de profondeur, situées sur les paroisses de Saint-Alexis et du Saint-Esprit; borné en front par la rivière du Saint-Esprit, en profondeur par le township de Rawdon, joignant d'un côté par la dite seigneurie de l'Assomption, et de l'autre côté par le fief Bayeul.

2. Toutes les rentes constituées, représentant les cens et rentes en vertu de l'acte seigneurial consolidé, payable par les propriétaires des terres concédées dans cette partie du fief Martel dépendant de la seigneurie de Lachenaie, dans le district de Joliette, suivant le cadastre numéro 83, située la dite partie du dit fief Martel en la paroisse de Lachenaie, dans le district de Joliette, de la contenance de vingt-deux arpents de largeur sur une lieue de profondeur; borné, le bout sud et des deux côtés, par la dite seigneurie de Lachenaie, et au bout nord, partie du dit fief Martel ou Petit Lac.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, étant le lieu où le défendeur a son domicile, dans le dit district de Joliette, VENDREDI, le DOUZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Et le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de septembre prochain.

B. H. LEPROHON, Shérif.

Bureau du Shérif, Ville de Joliette, 29 avril 1873.  
[Première publication, 10 mai 1873.]

Shérif.  
1733

clude in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditions Éponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Montreal.

No. 478. } DAME H. C. J. DUCHESNAY et al.,  
Plaintiffs; vs. ALFRED VIENNE,  
Defendant.

1. An undivided third of all the constituted rents representing the *cens et rentes* under the consolidated seigniorial act, payable by the proprietors of the conceded lands in that portion of the fief Martel, depending from the seigniorie of l'Assomption, in the district of Joliette, according to the cadastre No. 82, said portion of the fief Martel aforesaid containing twenty-two arpents in width by two leagues in depth, situate in the parishes of St. Alexis and St. Esprit, bounded in front by the St. Esprit river, in rear by township Rawdon, on one side by the seigniorie of l'Assomption aforesaid, and on the other side by the fief Bayeul.

2. All the constituted rents representing the *cens et rentes*, in virtue of the consolidated seigniorial act, payable by the proprietors of the conceded lands in that part of the fief Martel, depending from the seigniorie of Lachenaie, in the district of Joliette, according to the cadastre number 83, said part of the fief Martel aforesaid, being situate and lying in the parish of Lachenaie, in the district of Joliette, containing twenty-two arpents in width by one league in depth, bounded at the south end and on both sides by the seigniorie of Lachenaie aforesaid, and at the north end partly by the fief Martel aforesaid or Petit Lac.

To be sold, at the roman catholic church door of the parish of St. Charles de Lachenaie, being the place where the defendant has his domicile, in the district of Joliette, on FRIDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said Writ returnable the twenty-second day of September next.

B. H. LEPROHON, Sheriff.

Sheriff's Office, Town of Joliette, 29th April, 1873.  
[First published, 10th May, 1873.]

Sheriff.  
1734

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

No. 695. } JOSEPH RIOPEL, Demandeur; contre  
JEAN MARIE DANIEL, Défendeur.

1. Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, dans le dit district de Joliette, contenant environ cent pieds de front sur environ un demi arpent de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front à la rivière, en profondeur à Octave Renaud, d'un côté à Charles Bélanger, et de l'autre côté à un nommé Trudeau—avec une maison à trois logements, grange, écurie, remise et autres bâtisses. Le dit emplacement se trouve divisé par le chemin public.

2. Un lopin de terre situé à la Cabane Ronde en la dite paroisse de Mascouche, contenant un arpent de front, sur vingt arpents de profondeur, borné en front par la rivière Saint-Jean Baptiste, en profondeur et du côté nord à Stanislas Daniel, et de l'autre côté à Gédéon Villeneuve—avec les bâtisses. A distraire du dit lopin de terre, les emplacements de Charles Crépeau et Charles Bélanger, suivant leurs titres.

3. Un autre lopin de terre, situé au même lieu, de forme irrégulière, contenant au bout sud quatre arpents de largeur, et à l'autre bout treize arpents de largeur sur une profondeur de vingt arpents, tenant à un bout à Gédéon Villeneuve, et à l'autre bout à Jean Baptiste Therrien, d'un côté à Stanislas Daniel, et de l'autre côté au ruisseau de la Cabane Ronde.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, dans le dit district, VENDREDI, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Joliette.

No. 695. } JOSEPH RIOPEL, Plaintiff; vs. JEAN  
MARIE DANIEL, Defendant.

1. An emplacement situate in the village of the parish of St. Henri de Mascouche, in the district of Joliette aforesaid, containing about one hundred feet in front by about half an arpent in depth, the whole more or less; bounded in front by the river, in rear by Octave Renaud, on one side by Charles Belanger, and on the other side by one Trudeau—with a house containing three tenements, a barn, stable, shed and other buildings. Said lot being divided by the main road.

2. A lot of land at La Cabane Ronde, in the parish of Mascouche aforesaid, containing one arpent in front by twenty arpents in depth; bounded in front by the St. Jean Baptiste river, in rear and on the north side by Stanislas Daniel, and on the other side by Gedeon Villeneuve—with the buildings. Reserving therefrom the emplacements of Charles Crepeau and Charles Belanger, according to their title deeds.

3. Another lot of land situate at the same place, of irregular outline, measuring on the south end four arpents in width, and on the other end thirteen arpents in width, by a depth of twenty arpents; bounded at one end by Gedeon Villeneuve, and at the other end by Jean Baptiste Therrien, on one side by Stanislas Daniel, and on the other side by the creek known as Le Ruisseau de la Cabane Ronde.

To be sold at the catholic church door of the parish of St. Henri de Mascouche, in the district aforesaid, on FRIDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at NINE o'clock in the forenoon. Said writ re-

mi-di. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour du mois de septembre prochain.

B. H. LEPROHON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Ville de Joliette, 29 avril 1873. 1735  
[Première publication, 10 mai 1873.]

turnable the twenty-second day of September next.

B. H. LEPROHON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Town of Joliette, 29th April, 1873. 1736  
[First published, 10th May, 1873.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour de Circuit.*

Kamouraska, à savoir: } **OCTAVE BOSSÉ**, cultivateur de Saint-Louis de Kamouraska, Demandeur; contre **FERDINAND CAZES**, yeoman, de Sainte-Anne de la Pocatière, Défendeur, c'est à savoir:

Deux arpents de terre, plus ou moins, sur quarante-trois arpents de profondeur, plus ou moins, située sur le deuxième rang de Sainte-Anne de la Pocatière, tenant par le nord-ouest à la rivière Saint-Jean, par le sud-est au troisième rang, par le nord-est à François Cazes, et par le sud-ouest à Etienne Leclerc et à Jean François Cazes—avec les bâtisses dessus construites, circonstances, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, le **ONZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure après midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour de septembre prochain.

JOS. THA. PARADIS,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Kamouraska, 7 mai 1873. 1789  
[Première publication, 10 mai 1873.]

### Sheriff's Sales.—Kamouraska.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*In the Circuit Court.*

Kamouraska, to wit: } **OCTAVE BOSSÉ**, farmer, No. 2834 of St Louis de Kamouraska, Plaintiff; against **FERDINAND CAZES**, yeoman, of Ste. Anne de la Pocatière, Defendant, to wit:

Two arpents of ground in front, more or less, by forty-three arpents in depth, more or less, situate in the second range of Ste. Anne de la Pocatière; bounded on the north-west by the river St. Jean, on the south-east by the third range, on the north-east by François Cazes, and on the south-west by Etienne Leclerc and Jean François Cazes—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste. Anne de la Pocatière, on the **ELEVENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ONE** of the clock in the afternoon. Said writ returnable the fifteenth day of September next.

JOS. THA. PARADIS,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Kamouraska, 27th May, 1873. 1790  
[First published, 10th May, 1873.]

### Ventes par le Shérif.—Montréal.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, et autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

Montréal, à savoir: } **THOMAS GRANGE**, Deman-  
No. 101. } deur; contre **ANGUS J. McDONALD et al.**, Défendeurs.

La propriété ci-après décrite, saisie sur Angus J. McDonald, Mary McDonald, Christy McDonald, Archibald J. McDonald, Duncan J. McDonald, Sarah McDonald, Ellen McDonald et John McDonald, pour chacun un neuvième indivis; et sur Hugh McDonald, John McDonald, Flora McDonald et Catherine

### Sheriff's Sales.—Montreal.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

Montreal, to wit: } **THOMAS GRANGE**, Plaintiff;  
No. 101. } against **ANGUS J. McDONALD et al.**, Defendants.

The property hereinafter described, seized upon Angus J. McDonald, Mary McDonald, Christy McDonald, Archibald J. McDonald, Duncan J. McDonald, Sarah McDonald, Ellen McDonald, and John McDonald, for an undivided ninth each, and upon Hugh McDonald, John McDonald, Flora McDonald, and Catherine

McDonald, pour chacun un quatrième indivis d'un neuvième indivis.

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, connue et désignée comme étant le numéro seize des terres de la côte Saint-André, dans la seigneurie de la Nouvelle Longueuil, bornée à un bout par les limites de la Province de Québec, à l'autre bout par le chemin public de la dite côte Saint-André, et des deux côtés par Robert Cross—avec une maison en bois sus érigée.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de septembre prochain.

C. A. LEBLANC,

Bureau du Shérif, Montréal, 7ème jour de mai 1873. [Première publication, 10 mai 1873.]

Shérif. 1775

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, for the district of Montreal.*

Montréal, à savoir : } THOMAS MORGAN, Deman-  
No. 863. } deur; contre Dame MARY  
MORGAN et vir., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite Dame Mary Morgan.

La juste moitié indivise d'un lot de terre ou emplacement sis et situé dans la dite cité de Montréal, contenant quarante-cinq pieds de front sur un arpent moins douze pieds de profondeur, borné en front à la rue Bleury, en arrière aux représentants Roy, d'un côté à Pierre Picard et au Docteur Berthelet ou leurs représentants, et de l'autre côté à Pierre Fortin ou ses représentants—avec les bâties sus érigées; excepté la maison construite, possédée et occupée comme logement par le dit demandeur sur le dit lot de terre, en vertu d'un acte d'accord entre le demandeur et la dite défenderesse Mary Morgan, passé à Montréal susdit, le vingt-septième jour d'octobre mil huit cent soixante-dix, devant Mtre. Owen J. Devlin et son collègue, notaires publics, en vertu duquel acte le dit demandeur est le seul propriétaire du dit logement érigé sur le dit lopin de terre et occupé par lui. Le dit lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et le livre de renvoi pour la cité de Montréal, division ouest, quartier Saint-Laurent, déposés de record dans le bureau d'enregistrement et pour la division d'enregistrement de Montréal, comme le lot numéro deux cent vingt-deux. La dite juste moitié indivise du dit lot de terre, sujette à la dite exception.

Pour être vendue à mon bureau, dans les cité et district de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

C. A. LEBLANC,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 mai 1873. [Première publication, 10 mai 1873.]

Shérif. 1777

**PLURIES FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Montréal, à savoir : } LES SYNDICS DE LA PA-  
No. 2651. } ROISSE DE SAINTE-JUS-  
TINE, Demandeurs; contre GÉDÉON CARDINAL, Défendeur.

1. Un certain terrain ou lot de terre de forme irrégulière, sis et situé dans le district de Montréal, dans le comté de Vaudreuil, dans la paroisse de Sainte-Justine de Newton ou canton de Newton, distrait du terrain connu et désigné sous lot A, des augmentations du premier rang de la dite paroisse de Sainte-Justine de Newton, de la contenance de dix acres de terre, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; tenant devant au chemin de la Reine, derrière au terrain de George Temmens, du côté ouest à la ligne Provinciale qui divise la province de Québec de celle d'Ontario, et du côté-est au terrain d'un nommé Augustin Clairmont—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

2. Un autre terrain de forme irrégulière situé au même lieu, de la contenance d'environ un arpent de terre en superficie, tenant sur trois faces ou côtés, au terrain du dit George Temmens, et d'autre côté à celui du dit Augustin Clairmont, avec la bâtisse d'un moulin à scie dessus érigée, contenant quelques pièces de mécanisme de ce moulin à scie.

McDonald, for each an undivided fourth of an undivided ninth.

A land situate in the parish of St. Polycarpe, in the district of Montreal, known and described as number sixteen of the lands of the côte St. André, in the seigniory of Nouvelle Longueuil, bounded at one end by the limits of the Province of Quebec, at the other end by the public road of the côte St. André aforesaid, and on both sides by Robert Cross—with a wooden house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Polycarpe, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable the twenty-fourth day of September next.

C. A. LEBLANC,

Sheriff's Office, Montréal, 7th May, 1873. [First published, 10th May, 1873.]

Sheriff. 1776

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, for the district of Montreal.*

Montréal, to wit : } THOMAS MORGAN, Plaintiff;  
No. 863. } against DAME MARY MOR-  
GAN et vir., Defendants.

Seized as belonging to said Dame Mary Morgan.

The one even undivided half of a lot of land or emplacement situate and being in the said city of Montreal, containing forty-five feet in front, by one arpent less twelve feet in depth; bounded in front by Bleury street, in rear by the representatives Roy, on one side by Pierre Picard and Doctor Berthelet or their representatives, and on the other side by Pierre Fortin or his representatives—with the buildings thereon erected; except the house constructed, owned and occupied as a dwelling house by the said Plaintiff on the said lot of land, under a deed of agreement between the plaintiff and the said defendant, Mary Morgan, passed at Montreal aforesaid, on the twenty-seventh day of October, one thousand eight hundred and seventy, before Mtre. Owen J. Devlin, and his colleague, notaries public, by virtue of which deed the said plaintiff is the sole owner of said dwelling house erected thereon and as occupied by him. Said lot of land known and distinguished on the official plan and book of reference for the city of Montreal, West Division, St. Lawrence Ward, deposited of record in the registry office and for the registration division of Montreal, as lot number two hundred and twenty-two. The said one even undivided half of said lot of land, subject to the exception aforesaid.

To be sold, in my office, in the city and district of Montreal, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

C. A. LEBLANC,

Sheriff's Office, Montréal, 7th May, 1873. [First published, 10th May, 1873.]

Sheriff. 1778

**PLURIES FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Montréal, to wit : } THE TRUSTEES OF THE PA-  
No. 2651. } RISH OF STE. JUSTINE,  
Plaintiffs; against GÉDÉON CARDINAL, Defendant.

1. A certain lot of land of irregular outline, situate and being in the district of Montreal, in the county of Vaudreuil, in the parish of Ste. Justine de Newton or township Newton, taken from the lot known and described as lot A of the first range gore of the said parish of Ste. Justine de Newton or township Newton, containing ten acres of land, more or less, without warranty as to precise admeasurement: bounded in front by the Queen's road, in rear by George Temmens' property, on the west side by the provincial boundary line between the province of Quebec and Ontario, and on the east by the property of one Augustin Clairmont—with a house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of irregular outline, situate at the same place, containing about one arpent of land in extent; bounded on three sides by the property of George Temmens, on the other side by that of the said Augustin Clairmont—with the buildings of a saw mill thereon erected, containing some pieces of the machinery thereof.

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Vaudreuil, à Vaudreuil, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

C. A. LEBLANC, Shérif.  
Bureau du Shérif, 993 2  
Montréal, 11 mars 1873  
[Première publication, 15 mars 1873.]

**FIERI FACIAS**  
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } SIR WILLIAM LOGAN, De-  
No. 278. } mandeur; contre MARTIN  
LEFEBVRE *et al.*, Défendeurs.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le Faubourg Québec, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinquante-sept, au plan de la dite propriété fait par Joseph Rielle, arpenteur provincial, contenant le dit lot quarante-six pieds de largeur sur le front, sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur plus ou moins, tel qu'il appert au dit plan, mesure anglaise, et borné comme suit, savoir : en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par le lot numéro cinquante-trois, et partie par le lot numéro cinquante-quatre sur le dit plan, d'un côté par le numéro cinquante-six, et de l'autre côté par le lot numéro cinquante-huit du dit plan—avec une maison en brique à deux étages et autres bâtisses dessus construites, étant le numéro six cent soixante-six au plan et livre de renvoi officiels de la cité de Montréal, quartier Sainte-Marie, fait pour les fins d'enregistrement.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

C. A. LEBLANC, Shérif.  
Bureau du Shérif, 557 3  
Montréal, 5 février 1873.  
[Première publication, 8 février 1873.]

**Ventes par le Shérif—Outaouais.**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

*De la Cour de Circuit—Papineauville.*

District d'Outaouais, } GEORGE W. CAMERON,  
No. 183. } agent des terres de la  
Couronne, John A. Cameron et John C. Edwards, marchands de bois, tous de Thurso, dans les comté et district d'Outaouais, et ci-devant faisant commerce ensemble en société, à Thurso susdit, sous les nom et raison de George W. Cameron and Company, Demandeurs; contre les terres et tenements de NAZAIRE FRAPPIER, du canton de Ripon, dans le comté d'Outaouais, cultivateur, Défendeur; et maltres Papineau & Morison, avocats des demandeurs, Demandeurs sur distraction de frais; à savoir :

1. Un lot de terre décrit dans les lettres-patentes émanées pour icelui par le département des terres de la Couronne comme étant le lot A dans le septième rang du canton de Ripon, dans le comté d'Outaouais, contenant cent soixante-et-six acres, plus ou moins, et qui était originairement décrit dans la lettre d'occupation accordée pour le dit lot sous la lettre Z, dans le septième rang—avec les bâtisses sur icelui.

2. La moitié est du lot numéro un dans le neuvième rang des continuations Gore de Lochaber, contenant cent acres, plus ou moins.

To be sold at the registry office of the county of Vaudreuil, at Vaudreuil, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said Writ returnable the first day of August next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.  
Sheriff's Office, 994 2  
Montreal, 11th March, 1873.  
[First published, 15th March, 1873.]

**FIERI FACIAS.**

*From the District of Montreal.*

Montreal, to wit: } SIR WILLIAM LOGAN, Plain-  
No. 278. } tiff; against MARTIN LE-  
FEBVRE *et al.*, Defendants.

A lot of land or emplacement lying and being in the Quebec suburb, of the city of Montreal, known as number fifty seven, upon the plan of the said property made by Joseph Rielle, provincial land surveyor, containing the said lot forty-six feet in width on the front, by eighty-seven feet in depth, more or less, as shewn on the said plan, english measure: bounded as follows, to wit: in front by the St. Catherine street, in rear by lot number fifty-three and partly by lot number fifty-four on the said plan, on one side by number fifty-six, and on the other side by lot number fifty-eight on the said plan—with a two story brick house and other buildings thereon erected, being number six hundred and sixty-six upon the plan and official book of reference for the city of Montreal, St. Mary's ward, made for registration purposes.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.  
Sheriff's Office, 558 3  
Montreal, 5th February, 1873.  
[First published, 8th February, 1873.]

**Sheriff's Sales.—Ottawa.**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler. afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

*From the Circuit Court—Papineauville.*

District of Ottawa, } GEORGE W. CAMERON,  
No. 183. } Crown Land agent, John  
A. Cameron & John E. Edwards, lumber merchants, all of Thurso, in the county and district of Ottawa, and heretofore carrying on trade together in partnership at Thurso aforesaid, under the name and firm of George W. Cameron & Company, Plaintiffs; against the lands and tenements of NAZAIRE FRAPPIER, of the township of Ripon, in the county of Ottawa, farmer, Defendant, and Maltres Papineau & Morison, plaintiff's attorneys, plaintiffs *sur distraction de frais*, to wit :

1. A lot of land described in the letters-patent issued therefore from the Crown Land Department as lot A, in the seventh range of the township of Ripon, in the county of Ottawa, containing one hundred and sixty-six acres, more or less, and which was originally described in the location ticket, granted for the said lot under letter Z, in the seventh range—with buildings thereon.

2. The east half of lot number one, in the ninth range of the Gore of Lochaber, containing one hundred acres, more or less.

Pour être vendus au bureau du registraire pour le comté d'Outaouais, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de juin 1873.

LOUIS M. COUTLEE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Aylmer, 20 janvier 1873. 517 3  
[Première publication, 8 février 1873.]

De la Cour de Circuit—Papineauville, 1873.  
District d'Outaouais, } L'HONORABLE LOUIS-  
No. 138. } JOSEPH PAPINEAU, seigneur de la seigneurie de La Petite Nation, où il réside, dans les comté et district d'Outaouais, Demandeur; contre les terres et tenements de LOUIS FOURNIER, de la paroisse de Saint-André-Avellin, dans les dits comté et district d'Outaouais, cultivateur, Défendeur; et maîtres Papineau et Morison, avocats du demandeur, Demandeurs sur distraction de frais, à savoir:

Une certaine terre sise et située dans la dite paroisse de Saint-André-Avellin, dans la dite seigneurie, composée du lot numéro (40) quarante, du rang Sainte-Julie, contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en devant par la rivière Petite Nation, en arrière par le franc-aleu Papineau, d'un côté par le lot numéro quarante-un (41), propriété des héritiers de feu l'honorable Louis-Joseph Papineau, et de l'autre côté par le lot numéro trente-neuf (39), propriété d'Edouard Leduc, écuyer—avec une maison en bois et une grande parcelle.

Pour être vendus à la porte de l'église, dans la paroisse de Saint-André-Avellin susdite, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de juin 1873.

LOUIS M. COUTLEE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Aylmer, 27 janvier 1873. 519 3  
[Première publication, 8 février 1873.]

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, on the TENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable the tenth day of June, 1873.

LOUIS M. COUTLEE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Aylmer, 20th January, 1873. 518 3  
[First published, 8th February, 1873.]

From the Circuit Court—Papineauville, 1873.  
District of Ottawa, } THE HONORABLE LOUIS  
No. 138. } JOSEPH PAPINEAU, seignor of the seigniorie of La Petite Nation, where he resides, in the county and district of Ottawa, Plaintiff; against the lands and tenements of LOUIS FOURNIER, of the parish of St. André Avellin, in the said county and district of Ottawa, farmer, Defendant, and Maîtres Papineau & Morison, plaintiffs' attorneys, plaintiffs sur distraction de frais, to wit:

A certain farm lying and situate in the said parish of St. André Avellin, in the said seigniorie, composed of lot number (40) forty, of Ste. Julie range, containing four arpents in front by thirty arpents in depth, more or less; bounded in front by the Petite Nation river, in rear by the franc-aleu Papineau, on one side by lot number forty-one (41), property of the heirs of the late Honorable Louis Joseph Papineau, and on the other side by lot number thirty-nine (39) property of Edouard Leduc, esquire—with a wooden house and barn thereon.

To be sold at the door of the church, in the parish of St. André Avellin aforesaid, on the TWELFTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of June, 1873.

LOUIS M. COUTLEE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Aylmer, 27th January, 1873. 520 3  
[First published, 8th February, 1873.]

## Ventes par le Shérif—Québec.

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.  
Québec, à savoir: } DAME URSULE NADEAU, No. 543. } de la cité de Québec, veuve de feu François-Xavier Dion; contre PIERRE BELANGER, menuisier, ci-devant de la cité de Québec, et maintenant domicilié aux Etats-Unis d'Amérique, à savoir:

Un emplacement situé en la paroisse Saint-Roch de Québec, et faubourg Saint-Valier, sur le niveau nord de la rue Saint-Gabriel, contenant cinquante pieds de front sur le niveau de la dite rue Saint-Gabriel et quarante pieds à sa profondeur, sur soixante pieds de profondeur, borné en front à la dite rue Saint-Gabriel, en arrière, partie à Charles Laberge et partie à la veuve Joseph Cloutier, joignant d'un côté au nord-est à Jean Savard, et d'autre côté au sud-ouest à Joseph Pâquet, ensemble avec une maison en brique à deux étages dessus construit, circonstances et dépendances. Le dit emplacement étant le numéro (1190) donné sur le plan du quartier Jacques-Cartier, Québec, et sur le livre de renvoi fait par le commissaire des Terres de la Colombie.

Pour être vendu à mon bureau, en le palais de Justice, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de

## Sheriff's Sales—Quebec.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned LANDS AND TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.  
Québec, to wit: } DAME URSULE NADEAU, of No. 543. } the city of Quebec, widow of the late François Xavier Dion; against PIERRE BELANGER, joiner, heretofore of the city of Quebec, now domiciled in the United States of America, to wit:

An emplacement situate in the parish of St. Roch of Quebec, St. Valier ward, on the northern alignment of the St. Gabriel street, containing fifty feet in front on the alignment of the said St. Gabriel street, and forty feet in rear by sixty feet in depth, bounded in front by the said St. Gabriel street, in rear partly by Charles Laberge and partly by the widow Joseph Cloutier, joining on one side to the north-east by Jean Savard, and on the other side to the south-west Joseph Pâquet—together with a two story brick house thereon erected, circumstances and dependencies. The said lot being number (1190) given upon the plan for Jacques Cartier ward, Quebec, and the book of reference thereto, made by the commissioner of crown lands.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Quebec, on the FOURTEENTH day of JUNE

MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de mai prochain.

Québec, 6 février 1873, *Sherif.*  
[Première publication, 8 février 1873.] 549 3

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **N**ORBERT RENAUD, de la paroisse Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, cultivateur ; contre JEAN LEGARE, du même lieu, cultivateur, à savoir :

1. Une terre à bois sise et située en la paroisse Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, dans la troisième concession, désignée dans le cadastre de cette paroisse sous le numéro (900) ; bornée au nord-ouest par le numéro (899), au sud-est par le numéro (901), au nord-est par le numéro (1443), et au sud-ouest par le numéro (886), mesurant un arpent de largeur sur quarante-sept de profondeur, et contenant en superficie, quarante-sept arpents.

2. Une terre sise et située en la paroisse susdite, dans la concession Saint-Raphaël, désignée dans le cadastre de cette paroisse sous le numéro (830) ; bornée au nord-ouest par le numéro (831), et au sud-est par le numéro (827), et (828) au nord-est par un chemin public, et au sud-ouest par les numéros (386) et (387) ; mesurant deux arpents cinq perches de largeur sur vingt-six arpents et huit perches de profondeur, contenant en superficie soixante-et-sept arpents—avec une maison et hangar dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Ambroise, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de juin prochain.

Québec, 31 janvier 1873. *Sherif.*  
[Première publication, 8 février 1873.] 537 3

**Ventes par le Shérif.—Richelieu.**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du Code de Procédure Civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de le faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente : les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **L**OUIS VADENAIS, marchand, No. 784. } de la paroisse de Saint-Cuthbert, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre LOUIS BUSSIÈRE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cuthbert, dans le district de Richelieu, Défendeur, et Mousseau et Demers, écuyers, avocats, demandeurs par distraction de frais, savoir :

Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, dans la concession nord-est de la rivière Saint-Cuthbert, contenant environ trente-six arpents en superficie, tenant en front au chemin public, en profondeur à Dolphis Guilmet et Norbert Bibeau ou leurs représentants, d'un côté à F. H. Destrompes, Joseph Destrompes et Alexis Barrette ou leurs représentants, de l'autre côté au dit Norbert Bibeau ou ses représentants—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cuthbert, le SEIZIEME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinq juillet prochain.

Bureau du Shérif, *Sherif.*  
Sorel, 6 mars 1873. 1031 2  
[Première publication, 15 mars 1873.]

next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the sixteenth day of June next.

Québec, 6th February, 1873. *Sherif.*  
[First published, 8th February, 1873.] 560 3

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **N**ORBERT RENAUD, of the No. 28. } parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette, yeoman ; against JEAN LEGARE, of the same place, yeoman, to wit :

1. A woodland situate lying and being in the parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette, in the third concession known on the cadastre of this parish, as number (900), bounded on the north-west by the number (899), on the south-east by the number (901), on the north-east by the number (1443), and on the south-west by the number (886) measuring one arpent in width, by forty-seven in depth, and containing in superficies, forty-seven arpents.

2. A farm lying and being in the said parish, in the concession St. Raphael, known on the cadastre of this parish as number (830), bounded on the north-west by the number (831), and on the south-east by the number (827) and (828), and on the north-east by a highway, and on the south-west by the numbers (386) and (387), measuring two arpents five perches in width, by twenty-six arpents and eight perches in depth, containing in superficies sixty-seven arpents—with a house and hangard thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of St. Ambroise, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of June next.

Québec, 31st January, 1873. *Sherif.*  
[First published, 8th February, 1873.] 538 3

**Sheriff's Sales.—Richelieu.**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **L**OUIS VADENAIS, marchand, of No. 784. } the parish of St. Cuthbert, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against LOUIS BUSSIÈRE, farmer, of the parish of St. Cuthbert, in the district of Richelieu, Defendant, and Mousseau and Demers, esquires, advocates, plaintiffs, distracting for costs, to wit :

A lot of land situate and being in the parish of St. Cuthbert, in the north-east concession of the river St. Cuthbert, containing about thirty-six arpents in extent ; bounded in front by the public road, in rear by Dolphis Guilmet and Norbert Bibeau or their representatives, on one side by F. H. Destrompes, Joseph Destrompes and Alexis Barrette or their representatives, on the other side by the said Norbert Bibeau or his representatives—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial Church door of the parish of St. Cuthbert, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of July next.

Sheriff's Office, *Sherif.*  
Sorel, 6th March, 1873. 1032 2  
[First published, 15th March, 1873.]

## Ventes par le Shérif.—St. François.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, exceptés dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précèdent immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**  
*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir: } **ANNA MARIA VALLS**,  
No. 972. } de la ville de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, veuve de feu William Bowman Felton, en son vivant du canton d'Ascot, dans le dit district, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JAMES PARSONS**, cultivateur, de la dite ville de Sherbrooke, Défendeur, à savoir:

Le quart sud-est du lot numéro vingt-trois dans le sixième rang du canton d'Ascot, contenant cinquante acres de terre, et le quart sud-est du lot vingt-quatre dans le dit sixième rang, contenant cinquante acres de terre—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la ville de Sherbrooke susdit, le **TREIZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable à la Cour Supérieure, à Sherbrooke, le vingt-deuxième jour de septembre prochain.

**G. F. BOWEN,**

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 1er mai 1873. Shérif. 1737  
[Première publication, 10 mai 1873.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir: } **LA COMPAGNIE DES**  
No. 698. } **TERRES DE L'AMERIQUE BRITANNIQUE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse; contre les terres et tenements de **ISIDORE LANGEVIN**, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, sordonnier, et autres, Défendeurs, savoir:

L'étendue de terre connue et désignée comme le lot numéro douze dans le block six, dans la ville de Sherbrooke, contenant onze perches et deux cinquièmes de terre, plus ou moins—ensemble les bâtisses surélevées et améliorations faites.

Pour être vendue à mon bureau, au palais de justice, dans la dite ville de Sherbrooke, le **SEIZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable dans la cour supérieure, à Sherbrooke, le dix-neuvième jour de juillet prochain.

**G. F. BOWEN,**

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 6 mars 1873. Shérif. 955 2  
[Première publication, 15 mars 1873.]

## Vente par le Shérif.—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises

## Sheriff's Sales.—St. Francis.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charger, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**  
*Superior Court.*

St. Francis, to wit: } **ANNA MARIA VALLS**, of  
No. 972. } the town of Sherbrooke, in the district of St. Francis, widow of the late William Bowman Felton, in his life-time of the township of Ascot, in the said district, Plaintiff; against the lands and tenements of **JAMES PARSONS**, of the said town of Sherbrooke, farmer, Defendant, to wit:

The south-east quarter of the lot number twenty-three in the sixth range of the township of Ascot, containing fifty acres of land, and the south-east quarter of lot twenty-four in the said sixth range, containing fifty acres of land—appurtenances and dependencies.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke aforesaid, on the **THIRTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable into the Superior Court at Sherbrooke, on the twenty-second day of September next.

**G. F. BOWEN,**

Sheriff's Office, Sherbrooke, 1st May, 1873. Sheriff. 1738  
[First published, 10th May, 1873.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*From the Circuit Court—For the district of St. Francis.*  
St. Francis, to wit: } **THE BRITISH AMERICAN**  
No. 698. } **LAND COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal office and place of business, in the town of Sherbrooke, in the district of St. Francis, Plaintiffs; against the lands and tenements of **ISIDORE LANGEVIN**, of the township of Dudswell, in the district of St. Francis, shoemaker and others, Defendants, to wit:

The lot or parcel of land known and distinguished as lot number twelve in block six, in the town of Sherbrooke, containing eleven and two fifth perches of land, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold, at my office, in the court house, in said town of Sherbrooke, on the **SIXTEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable into the superior court, at Sherbrooke, on the nineteenth day of July next.

**G. F. BOWEN,**

Sheriff's Office, Sherbrooke, 6th March, 1873. Sheriff. 956 2  
[First published, 15th March 1873.]

## Sheriff's Sales.—Three Rivers.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All

de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-juge avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

Trois-Rivières, à savoir: } **LA BANQUE D'UNION**  
No. 201. } **DU BAS-CANADA.**

Demanderesse; contre la **COMPAGNIE D'AQUEDUC DES TROIS-RIVIERES**, Défenderesse, savoir:

Un aqueduc en bois, sous terrain, construit pour approvisionner d'eau la cité des Trois-Rivières, le dit aqueduc commençant sur une terre appartenant à James Denoon, située en la paroisse des Trois-Rivières, dans la seigneurie de Sainte-Marguerite, sur le coteau, joignant d'un côté au nord-est à la route connue communément comme la route à Denoon, au sud-ouest à Olivier Duval, écuyer, et en profondeur au fief Saint-Etienne, et continuant de là jusqu'à la cité des Trois-Rivières et dans les rues d'icelle—avec tous les tuyaux, réservoirs et tous autres accessoires appartenant et dépendant du dit aqueduc—avec ensemble le privilège, exclusif, accordé au dit aqueduc par la Corporation de la cité des Trois-Rivières, d'avoir et maintenir un aqueduc dans les limites de la dite cité et tous autres privilèges quelconques appartenant au dit aqueduc de prendre de l'eau où il appartiendra, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la cité de Trois-Rivières, le **DIX-HUITIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

**SEVERE DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 12 mars 1873. 1027 2  
[Première publication, 15 mars 1873.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Trois-Rivières, à savoir: } **PETRUS ODILON DE-**  
No. 1216. } **SILETS, écuyer, De-**

mandeur; contre **FRANÇOIS DENIS et al.**, Défendeurs solidairement, savoir:

Une terre située sur le premier rang de la dite paroisse de Saint-Etienne, faisant partie du lot numéro douze, contenant deux arpents de large sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins; prenant son front à la rivière Saint-Maurice, et se terminant en profondeur aux terres du deuxième rang, joignant au sud à Pierre Collins, et au nord à Victor Rattier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau du registraire du comté de Saint-Maurice, en la cité de Trois-Rivières, le **DIXIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de juillet prochain.

**SÈVERE DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, le 5 février 1873. 559 3  
[Première publication, 8 février 1873.]

**Avis de Faillite.**

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE, DE 1869.**

Dans l'affaire de Ford et Logan, faillis.  
Une assemblée des créanciers des dits faillis sera tenue à mon bureau, rue Saint-Pierre, Québec, samedi, le trente-unième jour, le mai courant, à dix heures et demie de l'avant-midi, afin d'autoriser le syndic à contester tout transport, bail, hypothèque, etc., fait en faveur de MM. Angus Logan et Cie., de Montréal, ou de toute autre personne, par les dits faillis; et d'examiner de nouveau les faillis et leurs livres; et d'obtenir un ordre pour l'examen, devant un juge, des dits faillis, et de toutes autres personnes qu'il sera jugé nécessaire d'examiner, pour ordonner qu'une liste soit faite des machines dans le moulin appartenant à la dite succession, et les faire insérer dans l'avis de vente de la dite propriété, pour sommer, et être procédé au gageon autre que les faillis ou

oppositions afin d'annuler, afin de distraire ou afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

Three-Rivers, to wit: } **THE UNION BANK OF**  
No. 201. } **LOWER CANADA, Plain-**

tiff; against the **WATER WORKS COMPANY OF THREE RIVERS**, Defendant, to wit:

A wooden aqueduct, built under ground for the purpose of furnishing the city of Three Rivers with water; the said aqueduct beginning at a land belonging to James Denoon, situated in the parish of Three Rivers, in the seigniorie Ste. Marguerite, on the hill, bounded on one side to the north-east by the route known commonly as Denoon's road, south-west by Olivier Duval, esquire, and in rear by the fief St. Etienne, and continuing from thence to the city of Three Rivers and through the streets thereof, with all the pipes, reservoirs and all other accessories belonging to and depending from the said aqueduct—together with the exclusive privilege granted to the said aqueduct by the corporation of the city of Three Rivers, of having and maintaining an aqueduct within the limits of the said city, and all other privileges whatsoever belonging to the said aqueduct, of taking water where it may be needed, appurtenances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the city of Three Rivers, on the **EIGHTEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

**SEVERE DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 12th March, 1873. 1028 2  
[First published, 15th March, 1873.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Three-Rivers, to wit: } **PETRUS ODILON DESI-**  
No. 1216. } **LETS, esquire, Plaintiff;**

against **FRANÇOIS DENIS et al.**, jointly Defendants, to wit:

A farm lying and being in the first range of the said parish of St. Etienne, forming part of lot number twelve; containing two arpents in width by forty arpents in depth, more or less; belonging in front to the River St. Maurice, and ending in depth to the lands of the second range; joining to the south, by Pierre Collins, and to the north by Victor Rattier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the registry office, of the county of St. Maurice, in the city of Three Rivers, on the **TENTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of July next.

**SÈVERE DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 5th February, 1873. 560 3  
[First published, 8th February, 1873.]

**Bankrupt Notices.**

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Ford & Logan, Insolvents.  
A meeting of creditors of the above insolvents will be held at my office, St. Peter street, Québec, on Saturday, the thirty-first of May instant, at half-past ten o'clock A. M. To authorize the assignee to contest any transfers, leases, mortgages, &c., granted to Messrs. Angus Logan & Co., of Montréal, or any person, by the said insolvents; for the further examination of the insolvents, and their books, and to obtain an order for the examination, before a judge of the said insolvents, and such other parties as may be deemed necessary, to order a list of machinery to be taken in the mill belonging to the said estate, and to have the same included in the advertisement of the sale of the said property. That a guardian other than the insolvents or those in

les personnes intéressées ; et généralement pour transiger toute autre affaire qui peut être soumise à l'assemblée.

R. HENRY WURTELE,  
Syndic officiel.

Québec, 8 mai 1873.

1785

**ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869  
ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de Louis Langhan, de Sainte-Flavie, comté de Rimouski, commerçant, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à sa place d'affaires, à Sainte-Flavie, lundi, le 26<sup>e</sup> jour de mai 1873, à 2 heures P. M., pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

OWEN MURPHY,  
Syndic provisoire.

Québec, 9 mai 1873.

1787

interested be appointed to the said property ; and generally to transact any other business that may be brought before the meeting.

R. HENRY WURTELE,  
Official Assignee.

Quebec, 8th May, 1873.

1786

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.**

In the matter of Louis Langhan, of Ste. Flavie, county of Rimouski, trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, in Ste. Flavie, on Monday, the 26th day of May, 1873, at 2 o'clock P. M., to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,  
Interim Assignee.

Quebec, 9th May, 1873.

1788

